

# Tables de l'année 2017

Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs ....	I à V
Table alphabétique des matières .....	VI à XXIV
Table chronologique de la jurisprudence .....	XXV à XXVIII

## Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

### ACQUIER Cassandre

- L'information préalable à la surveillance des salariés par géolocalisation  
*Conseil de prud'hommes d'Angers 25 juillet 2017* ..... 754

### ADAM Patrice

- Rupture conventionnelle : ode aux noyés (Sur l'entretien, la nullité et la preuve)  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> décembre 2016 (p. n° 15-21.609)* ..... 151

### AUGIER Bernard

- Sanction du licenciement sans autorisation du salarié titulaire d'un mandat extérieur dont l'employeur avait connaissance  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2016 (p. n° 15-12.982)* ..... 192

### AUZERO Gilles

- Accords collectifs et entreprises à structures complexes ..... 365

### BALDECK Marilyn (avec Laure Ignace)

- Reconnaissance de l'acte unique de harcèlement sexuel : mise en conformité avec le droit applicable  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2017 (p. n° 15-19.300)* ..... 670

### BARDOUL Caroline

- Le minutieux contrôle du juge en cas de réquisition préfectorale de grévistes  
*Tribunal administratif de Lille (référé) 20 décembre 2016* ..... 311

### BARÈGE Alexandre (avec Jean-Philippe Tricoit)

- Sécuriser le licenciement économique ..... 80

### BAUMGARTEN Christophe (avec Guillaume Étievant, Amin Ghénim, Laurent Milet et Fabrice Signoretto)

- Représentation du personnel : la fusion des instances signe la fin de la concertation dans les entreprises .... 529

### BENYOUCEF Mouna

- Les pouvoirs du juge des référés pour protéger le salarié auteur d'une dénonciation de maltraitance  
*Conseil de prud'hommes d'Amiens (Encadrement - Département) 26 juillet 2016* ..... 138

### BERNARD Savine

- Dérégulation légale à l'obligation de transfert : le garde-fou de la directive ..... 217

### (avec Anne Dufour)

- Accords de préservation de l'emploi, licenciement pour inaptitude et licenciement pour motif économique : étendue du contrôle du juge sur la cause réelle et sérieuse du licenciement ..... 221

### BIED-CHARRETON Marie-France

- Les obligations de loyauté dans la négociation d'une convention ou d'un accord collectif  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-18.080)* ..... 415

### BOITEL Liliane

- Médecine du travail : la sélection au détriment de la prévention ..... 242

### BONNECHÈRE Michèle

- L'articulation des normes ..... 66
- La contribution des prêtres-ouvriers à la lutte pour la dignité dans le travail ..... 273
- Syndicats et respect des valeurs républicaines  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 décembre 2016 (p. n° 16-25.793)* ..... 429
- Rapports au sein d'un groupe de sociétés, dépérissement d'une filiale et responsabilité extracontractuelle des actionnaires  
*Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 9 - Section 1) 23 février 2017* ..... 617

### BOSSU Bernard

- Neutralité, convictions et religion ..... 112

### BOULMIER Daniel

- Précisions sur le droit d'alerte des délégués du personnel  
*Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 3) 14 mars 2017 (n° 14/12976)* ..... 427
- Chroniques jurisprudentielles de procédure prud'homale (1<sup>ère</sup> partie)  
*Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 15 novembre 2016 (n° 16/01.764 à 16/01.770)* ..... 440
- *Cour de cassation (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.) 16 décembre 2016 (p. n° 15-27.917)* ..... 444
- Chroniques jurisprudentielles de procédure prud'homale (2<sup>ème</sup> partie)  
*Cour d'appel de Versailles (Ch. 6) 7 mars 2017 (n° 16/04.189)* ..... 515
- *Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 24 février 2017 (n° 17/00.0180)* ..... 517
- *Cour d'appel de Versailles (Ch. 6) 20 septembre 2016 (n° 16/03.279)* ..... 519
- *Cour d'appel de Metz (référé) 6 avril 2017* ..... 521
- *Cour d'appel de Toulouse (4<sup>e</sup> ch. sect. 2) 23 février 2017 (n° 16/00.862)* ..... 523

**BOUMENDJEL Michaël (avec Alain Leduc et Paul Massamba-Débat)**

- Le diable est dans les détails : le recours contre les avis du médecin du travail est-il encore possible ..... 534

**BRASNU Harold (avec Agnès Cerf-Hollender)**

- La rupture du contrat de travail pour motifs personnels : les cas particuliers liés à la protection des droits fondamentaux ..... 477

**CANUT Florence**

- Le recul de l'ordre public face à l'accord collectif ..... 342

**CAO Paul**

- L'indemnité de licenciement est assise sur la moyenne des salaires précédents un arrêt de travail  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mars 2017 (p. n°15-22.223)* ..... 675

**CARON Mathilde (avec Ioannis Kappopoulos)**

- La réforme de la négociation collective ..... 73

**CASTEL Myriam**

- Disparité du coût de la vie et justification d'une exception au principe « à travail égal, salaire égal » : quels moyens pour une riposte ?  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 (p. n°15-11.386)* ..... 264

**CERF-HOLLENDER Agnès (avec Harold Brasnu)**

- La rupture du contrat de travail pour motifs personnels : les cas particuliers liés à la protection des droits fondamentaux ..... 477

**CGT**

- La santé au travail est un concept puissant associant deux notions anthropologiques majeures : le travail et la santé ..... 253  
*La contribution sociale généralisée (CSG) : déjà 27 ans* ..... 598

**CHARBONNEAU Alexandre**

- Le renfort inattendu de la directive 1999/70 face aux coupes budgétaires dans les universités espagnoles
- CJUE 9 février 2017 (aff. C-443/16) ..... 573

**CHATZILAOU Konstantina**

- Le procédé du *testing* « testé » par la Cour de justice  
*CJUE 28 juillet 2016 (aff. C-423/15)* ..... 194

**CNCDH**

- Avis sur le projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ..... 549

**COÇUT Bernard**

- Poursuite de l'activité d'un agent de sécurité présentant le récépissé de demande de carte professionnelle  
*CA Versailles (19<sup>ème</sup> ch.) 26 avril 2017* ..... 756

**CORNEVILLE Amélie (avec David Métin)**

- Les conditions de l'opposabilité au salarié d'un document en langue étrangère portant sur sa rémunération  
*Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 22 novembre 2016* ..... 412

**CZUBA Céline (avec Paul Frimat)**

- Vers un nouveau suivi individuel en santé au travail plus adapté et ciblé ..... 97

**DALMASSO Raphaël**

- La redéfinition du licenciement économique : une « sécurisation » cosmétique aux enjeux théoriques hasardeux ..... 1
- La protection contre les formes modernes de travail indigne en France après la ratification du protocole OIT contre le travail forcé ..... 585

*La « rupture conventionnelle collective » : une chimère ? (à propos des ordonnances Macron)* ..... 649

**DÉCHOZ Jacques**

- *Le détail (à propos de la loi n°2014-459 du 9 mai 2014 « permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade »)* ..... 7
- Le poids d'une plume  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n°15-36.956)* ..... 555
- L'avenir radieux du capital : la QVT ..... 697

**DECLAIR Caroline**

- Lutte contre les fraudes au détachement transnational : quand l'ordre administratif fait primer les droits fondamentaux des travailleurs sur la liberté d'entreprendre  
*Première espèce : Conseil d'État (Référé) 21 avril 2016 (n°398.782)* ..... 637  
*Deuxième espèce : Conseil d'État (n°406.202)* ..... 639

**DIJOUX-LOVILLE Ruth**

- Les risques psychosociaux au travail à l'aune des droits fondamentaux ..... 707

**DIRRINGER Josépha (avec Yliás Ferkane)**

- L'économie générale des « accords de compétitivité » mise sens dessus dessous  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. nos 15-26.975 à 15-17.008)* ..... 716

**DOCKÈS Emmanuel (avec Dominique Méda et Marie-Laure Morin)**

- Réforme du droit du travail : en marche arrière ..... 385

**DOUVISI-MORRIS Lauric**

- L'assiette de calcul du budget du comité d'entreprise : la question de l'intégration des rémunérations des dirigeants sociaux  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2016 (p. n°15-19.385)* ..... 261

**DUFOUR Anne (avec Savine Bernard)**

- Accords de préservation de l'emploi, licenciement pour inaptitude et licenciement pour motif économique : étendue du contrôle du juge sur la cause réelle et sérieuse du licenciement ..... 221

**DULMET Pierre**

- Astreintes : pas de mise en place sans garanties collectives efficientes  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2017 (p. n°15-24.507)* ..... 683

**DUMONT François (avec Lisa Poinсот)**

- Les accords de préservation ou de développement de l'emploi ..... 88

**ÉTIEVANT Guillaume**

- Les impacts du numérique sur l'organisation du travail et les conditions de travail ..... 387

**(avec Christophe Baumgarten, Amin Ghénim, Laurent Milet et Fabrice Signoretto)**

- Représentation du personnel : la fusion des instances signe la fin de la concertation dans les entreprises ... 529

**FABRE Alexandre**

- La supériorité du contrat de travail en question ..... 372

**FAIVRE-PICON Elsa**

- Dissimulation d'emplois salarié : sanction pénale  
*TGI Lons-le-Saunier (Ch. Correc.) 17 novembre 2015* .... 685  
*Cour d'appel de Besançon (Ch. Correc.) 26 janvier 2017* . 687

**FAPT-CGT**

- Accord collectif Géopost ..... 300

<b>FERKANE Ylias (avec Josépha Dirringer)</b>	
• L'économie générale des « accords de compétitivité » mise sens dessus dessous <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. nos 15-26.975 à 15-17.008)</i> .....	716
<b>FERRÉ Nathalie</b>	
• La qualité de victime reconnue aux salariés du « 57 Boulevard de Strasbourg » <i>Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 29 juin 2016</i> .....	324
<b>FÉVRIER Fabrice (avec Alain Lévy)</b>	
• Administrateurs salariés de sociétés anonymes : respect du droit à l'information et lutte contre les conflits d'intérêts, deux facettes de la mission <i>Tribunal de commerce de Paris (Ch. 1) 7 février 2017</i> ....	677
<b>FIN-LANGER Laurence (avec Stéphanie Lelong)</b>	
• La rupture pour motif économique .....	469
<b>FRIMAT Paul (avec Céline Czuba)</b>	
• Vers un nouveau suivi individuel en santé au travail plus adapté et ciblé .....	97
<b>GAHDOUN Pierre-Yves</b>	
• Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie) .....	625
• Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (seconde partie) .....	689
<b>GEIGER Clément</b>	
• Précisions sur l'obligation de reclassement et de formation au regard de l'inaptitude (maladie professionnelle) <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 (p. n°15-13.594)</i> .....	314
<b>GHÉNIM Amin (avec Christophe Gaumgarten, Guillaume Étievant, Laurent Milet et Fabrice Signoretto)</b>	
• Représentation du personnel : la fusion des instances signe la fin de la concertation dans les entreprises ....	529
<b>GRÉVY Manuela (avec Patrick Henriot)</b>	
• Des principes aux actes : les contradictions d'Emmanuel Macron (Réflexions sur la « barémisation des indemnités prud'homales ») .....	392
<b>GUENIER-LEFEVRE Sophie (avec Marie-Noëlle Rouspide-Katchadourian)</b>	
• Les conséquences de la rupture du contrat de travail ....	500
<b>GUICHAOUA Hervé</b>	
• Le certificat de détachement est-il devenu un obstacle à la lutte contre le travail dissimulé et le dumping social du fait des entreprises étrangères <i>CJUE (1<sup>ère</sup> ch.) 27 avril 2017</i> .....	337
<b>GUYOT Henri</b>	
• Le travailleur face au numérique .....	119
<b>HÉAS Franck</b>	
• La réforme du régime de l'inaptitude suite à la loi du 8 août 2016 .....	103
<b>HENRIOT Patricke (avec Manuela Grévy)</b>	
• Des principes aux actes : les contradictions d'Emmanuel Macron (Réflexions sur la « barémisation des indemnités prud'homales ») .....	392
<b>HENRY Michel</b>	
• La dénonciation du harcèlement moral exclut toute action en diffamation <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2016 (p. n°15-21.823)</i> .....	137
• Droit à la protection juridique du salarié poursuivi pour des actes accomplis dans le cadre de ses fonctions <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n°15-13.702)</i> .....	749
<b>HOLLE Dominique</b>	
• Rappel à la loi : seule une faute lourde autorise l'employeur à sanctionner un gréviste <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n°15-26.915)</i> .....	603
<b>IGNACE Laure (avec Marilyn Baldeck)</b>	
• Reconnaissance de l'acte unique de harcèlement sexuel : mise en conformité avec le droit applicable <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2017 (p. n°15-19.300)</i> .....	670
<b>JARDONNET Jérémie</b>	
• Maladie et congés payés : La Cour de cassation vide l'assiette des salariés <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2017 (p. n°15-23.341)</i> .....	320
• Piqûres de rappel : prescription de l'action en justice, ancienneté du salarié dont les CDD sont requalifiés en CDI et assistance de l'employeur lors de l'entretien préalable au licenciement. La mutilation de l'exercice du pouvoir de licencier : une piqûre de rappel pour éviter l'hémorragie <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 avril 2017 (p. n°15-25.204)</i> .....	563
• Protection des salariés ayant relaté des faits de harcèlement moral : mettre les (bons) mots sur les maux <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 septembre 2017 (p. n°15-23.045)</i> .....	752
<b>JOHANSSON Anja</b>	
• Astreintes : organisation et lieu d'exécution après la loi « Travail » et à la lumière du droit européen <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 septembre 2016 (p. n°14-23.714)</i> .....	164
<b>JOLY Laurène</b>	
• Les précisions de la Cour de justice sur le caractère durable des atteintes caractéristiques du handicap <i>CJUE 1<sup>er</sup> décembre 2016 (aff. C-395/15)</i> .....	203
<b>KAPPOPOULOS Ioannis (avec Mathilde Caron)</b>	
• La réforme de la négociation collective .....	73
<b>KELLER LYON-CAEN Marianne</b>	
• La demande de rétablissement dans son mandat d'un délégué du personnel relève-t-elle du Conseil de prud'hommes ou du Tribunal de grande instance ? <i>Tribunal de grande instance de Paris (référé) 8 avril 2016</i> .....	759
<b>KIRAT Thierry</b>	
• Les procès économiques des Conseils de prud'hommes (à propos des ordonnances Macron) ..	655
<b>LABORDE Jean-Pierre</b>	
• L'accord collectif de travail après la loi El Khomri .....	380
<b>LACOSTE-MARY Valérie</b>	
• Quand la Cour de justice rappelle sa jurisprudence sur le droit au congé et que le législateur français fait la sourde oreille <i>Première espèce : CJUE 20 juillet 2016 (aff. C-341/15) ...</i>	197
<i>Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2016 (p. n°15-20.111)</i> .....	198
<i>Troisième espèce : Tribunal administratif de Clermont-Ferrand (1<sup>ère</sup> ch.) 6 avril 2016</i> .....	199
<b>LAFUMA Emmanuelle</b>	
• Directive Transfert et avantages conventionnels : une nouvelle mésaventure du droit collectif allemand face au droit de l'Union <i>CJUE 17 avril 2017 (aff. C-681/15)</i> .....	576

**LEBORGNE-INGELAERE Céline**

- Harcèlement et sexisme dans la loi « Travail » : entre rupture et continuité ..... 108
- La prise en charge des amendes routières par l'employeur soumise à cotisations sociales  
*Cour de cassation (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.) 9 mars 2017 (p. n°15-27.538)* ..... 436

**LEDUC Alain (avec Michaël Boumendjel et Paul Massamba-Débat)**

- Le diable est dans les détails : le recours contre les avis du médecin du travail est-il encore possible ..... 534

**LELONG Stéphanie (avec Laurence Fin-Langer)**

- La rupture pour motif économique ..... 469

**LESSI Jean**

- Prérogatives des unions de syndicats et action devant la justice administrative  
*Conseil d'État 24 mai 2017, FEC CGT-FO, conclusions (n°392.661, 392.676 et 392.678)* ..... 539

**LÉVY Alain (avec Fabrice Février)**

- Administrateurs salariés de sociétés anonymes : respect du droit à l'information et lutte contre les conflits d'intérêts, deux facettes de la mission  
*Tribunal de commerce de Paris (Ch. 1) 7 février 2017* .... 677

**MACHER Annick**

- La création du compte personnel d'activité ..... 123

**MAGORD Claire**

- Le versement du RSA à ses bénéficiaires ne peut être conditionné à la réalisation par ces derniers d'heures de travail non rémunérées  
*Tribunal administratif de Strasbourg (4<sup>ème</sup> ch.) 5 octobre 2016* ..... 59

**MASSAMBA-DÉBAT Paul BOUMENDJEL Michaël (avec Michaël Boumendjel et Alain Leduc)**

- Le diable est dans les détails : le recours contre les avis du médecin du travail est-il encore possible ..... 534

**MARI Dominique (avec Djamil Medjahed et Vincent Orif)**

- Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié ..... 456

**MARIÉ Romain**

- Mettre un terme au recours abusif à l'intérim nécessite la consultation du comité d'entreprise  
*Cour de cassation (Ch. Crim.) 10 mai 2016 (p. n°14-85.318)* ..... 131

**MASSON Philippe**

- On peut toujours faire pire ! (Les forfaits en jours après la loi « Travail ») ..... 166
- *Annexe : La nouvelle législation concernant les forfaits en jours* ..... 172
- Exit le droit du travail place à la loi de l'entreprise (Réflexions à propos des ordonnances du 22 septembre 2017) ..... 640

**MAZIÈRES Arnaud**

- La présomption d'indépendance des auto-entrepreneurs peut être renversée par un faisceau d'indices établissant leur subordination  
*Cour de cassation (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.) 7 juillet 2016 (p. n°15-16.110)* ..... 52
- La NAO sur les salaires ne peut être engagée au niveau des établissements qu'en l'absence d'opposition d'une organisation syndicale  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2016 (p. n°14-25.794)* ..... 55
- L'information complète de l'expert du comité d'entreprise ordonnée en référé  
*Tribunal de grande instance de Créteil (référé) 10 novembre 2016* ..... 304

- Obligation de reclassement et lien de droit entre sociétés  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> février 2017 (p. n°15-25.405)* ..... 433

- Le harcèlement sexuel peut consister en un harcèlement environnemental ou d'ambiance où, sans être directement visée, la victime subit les provocations et blagues obscènes ou vulgaires qui lui deviennent insupportables  
*Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 7 février 2017* ..... 608

**MÉDA Dominique (avec Emmanuel Dockès et Marie-Laure Morin)**

- Réforme du droit du travail : en marche arrière ..... 385

**MÉDEAU Xavier**

- L'impossibilité de reclasser un salarié n'est pas caractérisée par son remplacement par un prestataire  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 (p. n°15-15.944)* ..... 57

**MEDJAHED Djamil (avec Dominique Mari et Vincent Orif)**

- Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié ..... 456

**MÉNARD Claudy**

- Le périmètre de reclassement dans les franchises  
*Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2016 (p. n°15-13.849)* ..... 317
- *Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 (p. n°15-22.730)* ..... 318
- Précisions sur la désignation du représentant de la section syndicale  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 avril 2017 (p. n°16-60.119)* ..... 571
- L'annulation des élections en raison de l'absence de répartition des suffrages et de l'absence de neutralité de l'employeur  
*Tribunal d'instance de Saint-Denis de la Réunion 12 juin 2017* ..... 665

**MÉTIN David (avec Amélie Corneville)**

- Les conditions de l'opposabilité au salarié d'un document en langue étrangère portant sur sa rémunération  
*Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 3) 22 novembre 2016* .. 412

**MEYRAT Isabelle (avec Sophie Misiraca)**

- Droit du travail et police des étrangers : la Chambre sociale tournerait-elle le dos aux droits fondamentaux ?  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mars 2017 (p. n°15-27.928)* ..... 398

**MIKALEF-TOUDIC Véronique (avec Paul Riandey)**

- La rupture du contrat de travail liée à la santé et à la sécurité du salarié ..... 487

**MILET Laurent (avec Christophe Baumgarten, Guillaume Étievant, Amin Ghénim et Fabrice Signoretto)**

- Représentation du personnel : la fusion des instances signe la fin de la concertation dans les entreprises ..... 529

**MISIRACA Sophie (avec Isabelle Meyrat)**

- Droit du travail et police des étrangers : la Chambre sociale tournerait-elle le dos aux droits fondamentaux ?  
*Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mars 2017 (p. n°15-27.928)* ..... 398

**MOIZARD Nicolas**

- Enjeux et perspectives offerts par l'application des normes constitutionnelles et internationales, au regard de la loi « Travail » Contrer et construire ..... 209
- Les effets de l'indigence des informations économiques et la base de données sur la consultation du CE et le rôle de l'expert  
*Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. C) 8 janvier 2016* ..... 474

<b>MOREAU Florence</b>	
• Protection minimale de la femme enceinte dans un contexte de restructuration : ni report de la période de protection en cas de dispense d'activité, ni acte préparatoire au licenciement <i>Cour de cassation (Ch Soc.) 14 septembre 2016 (p. n° 15-15.943) .....</i>	<b>187</b>
<b>MORIN Marie-Laure (avec Emmanuel Dockès et Dominique Méda)</b>	
• Réforme du droit du travail : en marche arrière .....	<b>385</b>
<i>Derrière le « pragmatisme » des ordonnances, la perversion des droits fondamentaux du travail .....</i>	<b>590</b>
<b>MRAOUHI Sabrina</b>	
• Du bon usage du référé prud'homal .....	<b>290</b>
<b>ORIF Vincent (avec Dominique Mari et Djamil Medjahed)</b>	
• L'appel prud'homal en pleine effervescence .....	<b>14</b>
• Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié .....	<b>456</b>
<b>PERRIN Jean-Julien</b>	
• Mandat extérieur : l'information de l'employeur ne suffit pas toujours pour bénéficier de la protection <i>Cour de cassation (Ch Soc.) 1<sup>er</sup> juin 2017 (p. n° 16-12.221) .....</i>	<b>567</b>
<b>PETIT Franck</b>	
• Le juge prud'homal face aux motifs économiques du licenciement .....	<b>400</b>
<b>POINSOT Lisa (avec François Dumont)</b>	
• Les accords de préservation ou de développement de l'emploi .....	<b>88</b>
<b>POIRIER Mireille</b>	
• Piqûres de rappel : prescription de l'action en justice, ancienneté du salarié dont les CDD sont requalifiés en CDI et assistance de l'employeur lors de l'entretien préalable au licenciement. <i>Cour de cassation (Ch Soc.) 26 avril 2017 (p. n° 15-25.204) .....</i>	<b>559</b>
<b>PORTAT Jérôme</b>	
• Le contrôle des licenciements collectifs à l'épreuve du droit de l'Union : remake ou nouvel épisode de la confrontation des finalités économiques et sociales de l'Union ?	
• CJUE 21 décembre 2016 (aff. C-201/15) .....	<b>579</b>
<b>RADÉ Christophe</b>	
• Accords de branche et accords d'entreprise. Attention : une réforme peut en cacher une autre ! ...	<b>360</b>
<b>RENARD Thierry</b>	
• L'information de l'employeur lors du cumul des heures de délégation <i>Conseil d'État (1<sup>ère</sup> ch.) 31 mars 2017 (req. n° 399.957) ..</i>	<b>565</b>
<b>RENNES Pascal</b>	
• Note de lecture : « Sans emploi » - Condition de l'homme postindustriel par Raphaël Liogier .....	<b>133</b>
<b>RIANDEY Paul (avec Véronique Mikalef-Toudic)</b>	
• La rupture du contrat de travail liée à la santé et à la sécurité du salarié .....	<b>487</b>
<b>ROULET Vincent</b>	
• Les ruptures amiables .....	<b>449</b>
<b>ROUPSARD Yves</b>	
• La rupture de la période d'essai pour discrimination vaut réintégration ordonnée en référé <i>Conseil de prud'hommes d'Annonay (Référé - Départage) 17 février 2017 .....</i>	<b>667</b>
<b>ROUSPIDE-KATCHADOURIAN Marie-Noëlle (avec Sophie Guenier-Lefevre)</b>	
• Les conséquences de la rupture du contrat de travail ...	<b>500</b>
<b>SAADA Rachel</b>	
• Médecine du travail : la sélection au détriment de la prévention .....	<b>245</b>
<b>SAINT-JOURS Yves</b>	
• L'efficacité du droit social tributaire de sa connaissance .....	<b>547</b>
<b>SIGNORETTO Fabrice (avec Christophe Baumgarten, Guillaume Étievant, Amin Ghénim et Laurent Milet)</b>	
• Représentation du personnel : la fusion des instances signe la fin de la concertation dans les entreprises ....	<b>529</b>
<b>SOUMEIRE Alexandra</b>	
• La résistance à l'extension du temps de subordination peut être organisée par accord collectif <i>Cour d'appel de Versailles (6<sup>e</sup> ch.) 8 novembre 2016 .....</i>	<b>422</b>
<b>SPIRE Nicolas</b>	
• L'expertise CHSCT dans la loi du 8 août 2016 (art. 31 du projet de loi El Khomri) .....	<b>233</b>
<i>Annexe : Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels .....</i>	<b>241</b>
<b>SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE</b>	
• Intervention policière, dérives, violences et traitement judiciaire : l'urgence d'un débat - Tribune	<b>256</b>
<b>SWEENEY Morgan</b>	
• Voyage itinérant dans les droits du licenciement - Allemagne, Italie, au pays du GR-PACT .....	<b>507</b>
<b>TARAUD Isabelle</b>	
• Négociation collective d'entreprise : reprendre la dynamique de conquête des droits .....	<b>248</b>
<b>TAURAN Thierry</b>	
• Résumés d'arrêts récents de la Cour de cassation .... de couverture (dans chaque numéro du « Droit Ouvrier »)	<b>3-4</b>
<b>TERNYNCK Élise</b>	
• Délégation de pouvoir consentie au salarié et contrat de mandat : quelle articulation dans le domaine des relations de travail ? .....	<b>33</b>
<b>THIEBAULT Karine</b>	
• Concertation préalable à la grève dans les services publics de transports terrestres : l'employeur est tenu de négocier <i>Tribunal de grande instance de Paris (P. 1 - Ch. 4) 7 mars 2017 .....</i>	<b>606</b>
<b>TOURNAUX Sébastien</b>	
• L'articulation de la loi et de l'accord collectif de travail .....	<b>353</b>
<b>TRICOIT Jean-Philippe (avec Alexandre Barège)</b>	
• Sécuriser le licenciement économique . 80	
<b>TUAILLON-HIBON Élodie</b>	
• La dénonciation du harcèlement moral exclut toute action en diffamation <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2016 (p. n° 15-21.823) .....</i>	<b>134</b>
<b>VACARIE Isabelle</b>	
• L'essor des comptes personnels, marqueur d'une recomposition du droit du travail .....	<b>174</b>
<b>WOLMARK Cyril</b>	
• Neutralité dans l'entreprise ou neutralisation des travailleurs ? .....	<b>226</b>
• L'encadrement de l'indemnisation du licenciement injustifié .....	<b>733</b>

# Table alphabétique des matières\*

## ASSURANCES SOCIALES

SÉCURITÉ SOCIALE – Revenu de solidarité active – conditions d’attribution – Bénévolat obligatoire instauré par un Conseil départemental – Illégalité <b>Tribunal administratif de Strasbourg (4<sup>ème</sup> ch.) 5 octobre 2016</b> .....	59
Note <b>Claire Magord</b> , Chercheuse post-doctorale au COMPTRESEC, Université de Bordeaux .....	63
Doctrine : <b>Le certificat de détachement est-il devenu un obstacle à la lutte contre le travail dissimulé et le dumping social du fait des entreprises étrangères ? à propos de l’arrêt A-Rosa Flussschiff GmbH de la CJUE</b> par <b>Hervé Guichaoua</b> , Directeur du travail .....	329
SÉCURITÉ SOCIALE – Travailleurs migrants – Législation applicable – Art. 14 §2 Règlement n° 1408/71 – Personnel navigant – Travailleurs détachés dans un autre État membre – Succursale suisse – Certificat E 101 (A1) – Force probatoire <b>Cour de justice de l’Union européenne (1<sup>ère</sup> ch.) 27 avril 2017 (extraits)</b> .....	337

RÉMUNÉRATION – Notion – Assujettissement à l’assiette des cotisations de Sécurité sociale – Sommes versées aux travailleurs à l’occasion du travail – Contrevenant au Code de la route commise par un salarié – Prise en charge par l’employeur <b>Cour de cassation (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.) 9 mars 2017 (p. n° 15-27.538)</b> .....	436
Note <b>Céline Leborgne-Ingelaere</b> , Maître de conférences HDR en droit privé, Membre du CRDP-LEREDS, Université de Lille .....	437
La contribution sociale généralisée (CSG) : déjà 27 ans (document CGT) .....	598
Dépêche de la DACG relative aux conséquences de l’arrêt CJUE <i>Rosa-Flussschiff GmbH</i> .....	746

## CHÔMAGE (Assurance)

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Négociation – Déroulement – Loyauté – Preuve – Assurance-chômage – Convention du 14 mai 2014 – Négociations séparées- Existence <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-18.080)</b> .....	415
Note <b>Marie-France Bied-Charreton</b> , Avocate honoraire .....	419

## COMITÉS D’ENTREPRISE

Doctrine : **Représentation du personnel : la fusion des instances signe la fin de la concertation dans les entreprises** par **Christophe Baumgarten**, Avocat, **Guillaume Étievant**, Expert auprès des comités d’entreprise, **Amin Ghénim**, Avocat, **Laurent Milet**,

Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social (RPDS) et **Fabrice Signoretto**, Formateur-consultant .....

529

## ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES

Doctrine : <b>Mettre un terme au recours abusif à l’intérim nécessite la consultation du comité d’entreprise</b> par <b>Romain Marié</b> , Maître de conférences, Université de Lorraine, membre de l’équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes – UMR CNRS 6028 .....	128
TRAVAIL TEMPORAIRE – Cas de recours – Emplois liés à l’activité normale et permanente – Mode habituel de gestion – 1° Infraction à la législation sur le travail temporaire – 2° Comité d’entreprise – Décision d’interrompre le recours au travail temporaire – Décision affectant de manière importante le volume, la structure des effectifs et les conditions d’emploi – Défaut de consultation – Entrave <b>Cour de cassation (Ch. Crim.) 10 mai 2016</b> .....	131
15-27.538)	

## EXPERTS

Concentration d’entreprises – Information du comité – Désignation d’un expert-comptable – Refus de communication des documents – Référé – Expert-comptable seul juge de l’utilité des documents qu’il réclame – Trouble manifestement illicite – Communication sous astreinte du dossier intégral de notification de l’opération de concentration à la Commission européenne – Suspension de la procédure d’information du comité <b>Tribunal de grande instance de Créteil (référé) 10 novembre 2016</b> .....	304
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d’entreprise .....	307

## MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Financement – Assiette patronale de contribution – Détermination – 1° Transaction – Portée – 2° Rémunération des dirigeants – Exclusion – Sommes dues au titre du mandat social <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2016 (p. n° 15-19.385)</b> .....	261
Note <b>Lauric Douvisi-Morris</b> , Avocat au Barreau de Saint-Nazaire, Chargé de travaux dirigés à l’Université de Nantes .....	261

## COMITÉ D’HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

Doctrine : **Représentation du personnel : la fusion des instances signe la fin de la concertation dans les entreprises** par **Christophe Baumgarten**, Avocat,

\* Les auteurs des notes de jurisprudence dont la qualité n’est pas spécifiée sont membres du Comité de rédaction du Droit Ouvrier ; la composition de celui-ci est indiquée en page 2 de couverture.

**Guillaume Étievant**, Expert auprès des comités d'entreprise, **Amin Ghénim**, Avocat, **Laurent Milet**, Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social (RPDS) et **Fabrice Signoretto**, Formateur-consultant ..... 529

Fonctionnement – 1° Contenu des séances – Délibération – Preuve – Procès-verbal établi par le secrétaire – Attestations contraires et constats d'huissier – Preuve contraire rapportée (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-26.956)** ..... 555  
 Note **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail ..... 557

## ATTRIBUTIONS

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Référé – 1° Pouvoirs – Étendue – Exceptions textuelles – Caractère limitatif – 2° Attribution d'une provision – Retenue sur salaire consécutive à l'exercice du droit de retrait – Exposition à l'amiante – Droit d'alerte du CHSCT  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mars 2016 (p. n° 14-25.237 s.)** ..... 308  
 Note ..... 310

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Atteinte à la santé physique et mentale des salariés – Droit d'alerte – Accord d'un salarié (non) – Compétence exclusive du CHSCT (non)  
**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 14 mars 2017** ..... 427  
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du travail ..... 428

## EXPERTS

Doctrines : **L'expertiste CHSCT dans la loi du 8 août 2016 (art. 31 du projet de loi *El Khomri*)** par **Nicolas Spire**, Sociologue du travail ..... 233

2° Demande de réunion extraordinaire par deux membres du CHSCT – Blocage patronal – Trouble manifestement illicite – Suspension d'un projet d'aménagement modifiant les conditions de travail  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-26.956)** ..... 555  
 Note **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail ..... 557

Expertise – Contestation – Prise en charge des frais – Droit de propriété et droit à un recours effectif – Atteinte (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mai 2017 (p. n° 16-16.949 PBRI)** ..... 693  
 Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP ..... 694

## CONGÉS PAYÉS

### DÉTERMINATION

Réglementation nationale excluant l'indemnité pour congés annuel payé non pris – Directive 2003/88 – Finalité double du droit au congé : repos et loisirs – 1° Mise à la retraite à la demande de l'intéressé – Travailleur n'ayant pas épuisé ses droits au congé

annuel payé avant la fin de sa relation de travail – 2° Congé de maladie  
 Première espèce : **Cour de justice de l'Union européenne 20 juillet 2016 (aff. C-341/15)** ..... 197  
 Condition d'ouverture – Exigence d'une période de travail effectif pendant la période de référence – Périodes assimilées (article L. 3141-5) – Effets – Acquisition des droits, perte des droits acquis et conditions de report – Directive 2003/88/CE – Effet direct vertical – Société commerciale délégataire d'un service public de transport urbain  
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2016 (p. n° 15-20.111, PBRI) (extrait)** ..... 198  
 Droit au congé – Absence pour maladie – Perte de droit à congés – Incompatibilité avec la directive 2003/88 – Absence de transposition – Manquement de l'État  
 Troisième espèce : **Tribunal administratif de Clermont-Ferrand (1<sup>ère</sup> ch.) 6 avril 2016** ..... 199  
 Note **Valérie Lacoste-Mary**, Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux ..... 200

## CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Doctrines : **Enjeux et perspectives offerts par l'application des normes constitutionnelles et internationales, au regard de la loi « Travail »**, **Contre et construire** par **Nicolas Moizard**, Professeur à l'Institut du travail, Université de Strasbourg, Équipe de droit social, UMR DRES ..... 209

**Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel** (première partie) par **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP ..... 625

LICENCIEMENT – Cause réelle et sérieuse – Absence – Sanction – Indemnisation – Distinction selon la taille de l'entreprise – Atteinte à un principe constitutionnel – Égalité devant la loi (non) – Liberté d'entreprendre (non)  
**Décision n° 2016-582 QPC du 13 octobre 2016** ..... 625  
 Note ..... 627

FORMATION PROFESSIONNELLE – Contrôle administratif et financier de l'État sur les actions conduites – Absence de preuve de la réalité des actions – Sanction – Remboursement du tiers-financier – Atteinte aux principes de nécessité, de proportionnalité et d'individualisation des peines (non)  
**Décision n° 2016-619 QPC du 16 mars 2017** ..... 628  
 Note ..... 630

**Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel** (seconde partie) par **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP ..... 689

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Défenseur syndical – Secret professionnel – Différence avec le statut d'avocat – Égalité devant la justice – Atteinte (non)  
**Décision n° 2016-582 QPC du 7 avril 2017** ..... 689  
 Note ..... 692

FORMATION PROFESSIONNELLE – Contrôle administratif et financier de l'État sur les actions conduites – Absence de preuve de la réalité des actions – Sanction – Remboursement du tiers-financier – Atteinte aux principes de nécessité, de proportionnalité et d'individualisation des peines (non)  
**Décision n° 2016-619 QPC du 16 mars 2017** ..... 628  
 Note ..... 630

## CONSEIL DE PRUD'HOMMES (voir aussi Tribunaux)

### COMPÉTENCE

Doctrines : **Des principes aux actes : les contradictions d'Emmanuel Macron (Réflexions sur la « barémisation des indemnités prud'homales »** par **Manuela Grévy**, Avocate au Barreau de Paris, et **Patrick Henriot**, Magistrat honoraire ..... 392

Doctrines : **Les procès économiques des Conseils de prud'hommes** par **Thierry Kirat**, Économiste, Directeur de recherche au CNRS, IRISSE-Université Paris-Dauphine/PSL ..... 655

Doctrines : **L'encadrement de l'indemnisation du licenciement injustifié** par **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université Paris-Nanterre - IRERP ..... 733  
Annexe..... 745

### PROCÉDURE

Doctrines : **L'appel prud'homal en pleine effervescence** par **Vincent Orif**, Maître de conférences à l'Université de Caen-Normandie, Institut Domolombe, EA 967 ..... 14

Doctrines : **Le juge prud'homal face aux motifs économiques du licenciement** par **Franck Petit**, Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse ..... 400

**Procédure prud'homale** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine  
(Première partie)

CONSEIL DE PRUD'HOMMES - Compétence - Cause économique du licenciement - Décision d'incompétence au profit du tribunal administratif - Recours - Contredit (non) - Appel (oui)

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ - Liquidation judiciaire - Ordonnance du tribunal de commerce - Autorisation des licenciements pour motif économique - Contestation individuelle du licenciement pour motif économique - 1° Compétence administrative (non) - 2° Motif économique - Conseil de prud'hommes (non) - 3° Obligation de reclassement - Conseil de prud'hommes (oui)

**Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 15 novembre 2016 (n° 16/01.764 à 16/01.770)** ..... 440  
Note ..... 442

PÉREMPTION D'INSTANCE - Appel - Parties ayant conclu - Information du greffe : « dossier à fixer » - Inaction du conseiller de la mise en état pour fixer l'affaire - Inaction des parties pour faire avancer l'instance ou obtenir une fixation - Péremption d'instance (oui)

**Cour de cassation (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.) 16 décembre 2016 (p. n° 05-27.927, P+B+I)** ..... 444  
Note ..... 444

EXÉCUTION PROVISOIRE ORDONNÉE - Examen du fond du litige (non) - Faculté de paiement du débiteur (oui) - Incapacité de remboursement du créan-

cier (non) - Suspension de l'exécution provisoire (non) - Consignation (non)  
**Cour d'appel de Metz (Référé) 6 avril 2017** ..... 521  
Note ..... 522

PRESCRIPTION - Cession de centres d'appel - Plan de départs volontaires chez le repreneur - Actions en justice par les salariés - Décision de la Cour de cassation : exécution déloyale des contrats et collusion frauduleuse - Action ultérieure d'un salarié - Prescription (non) - Point de départ du délai de prescription : date de la décision de la Cour de cassation  
**Cour d'appel de Toulouse (4<sup>ème</sup> ch. sect.) 23 février 2017 (n° 16/00.862) (extraits)** ..... 523  
Note ..... 525

Licenciement pour motif personnel - Caractère disciplinaire - Office du juge - Qualification .01  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juin 2017 (p. n° 15-28.599)** ..... 601  
Note ..... 602

### RÉFÉRÉ PRUD'HOMAL

Doctrines : **Du bon usage du référé prud'homal** par **Sabrina Mraouahi**, Maître de conférences en droit privé, Université Grenoble-Alpes, CRJ EA 1965 ..... 290

Dommage imminent - Contestation de la régularité de CDD - Survenance du terme - Action judiciaire en requalification en cours - Maintien provisoire du contrat ordonné en référé  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-18.560)** ..... 307  
Note ..... 308

1° Pouvoirs - Étendue - Exceptions textuelles - Caractère limitatif - 2° Attribution d'une provision - Retenue sur salaire consécutive à l'exercice du droit de retrait - Exposition à l'amiante - Droit d'alerte du CHSCT  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mars 2016 (p. n° 14-25.237 s.)** ..... 308  
Note ..... 310

Pouvoirs - Interprétation d'un accord collectif  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2016 (p. n° 14-19.257)** ..... 310  
Note ..... 310

ESSAI - Rupture - Maternité - Protection dans l'emploi - Discrimination - Trouble manifestement illicite - Réintégration  
**Conseil de prud'hommes d'Annonay (Référé - Départage) 17 février 2017** ..... 667  
Note **Yves Rouspard**, UD CGT Ardèche ..... 668

### STATUT DES CONSEILLERS

**Procédure prud'homale** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine  
(Deuxième partie)  
CONSEILLERS PRUD'HOMMES - Exercice du mandat - Retards et absences récurrents et injustifiés - Déchéance (non) - Constat de la démission (oui)  
**Cour d'appel de Versailles (Ch. 6 ) 7 mars 2017 (n° 16/04.189)** ..... 515  
Note ..... 516

CONSEILLERS PRUD'HOMMES – Demandeur délégué syndical – Conseillers de même appartenance syndicale – Récusation de tout conseiller prud'homme de ce syndicat – Irrecevabilité	
<b>Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 24 février 2017 (n° 17/00.0180)</b> .....	<b>517</b>
Note .....	<b>518</b>
SUSPICION LÉGITIME – Bureau de jugement – Employeur hôtelier défendeur – Hôtel en travaux jouxtant le CPH – Nuisances sonores – Réclamation du TGI – Renvoi pour cause de suspicion légitime (oui)	
<b>Cour d'appel de Versailles (Ch. 6 ) 20 septembre 2016 (n° 16/03.279)</b> .....	<b>519</b>
Note .....	<b>520</b>

## DÉFENSEURS SYNDICAUX

CONSEILLERS PRUD'HOMMES – Demandeur délégué syndical – Conseillers de même appartenance syndicale – Récusation de tout conseiller prud'homme de ce syndicat – Irrecevabilité	
<b>Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 24 février 2017 (n° 17/00.0180)</b> .....	<b>517</b>
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine .....	<b>518</b>
Défenseur syndical – Secret professionnel – Différence avec le statut d'avocat – Égalité devant la justice – Atteinte (non)	
<b>Décision n° 2016-582 QPC du 7 avril 2017</b> .....	<b>689</b>
Note <b>Pierre-Yves Gahdoun</b> , Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP .....	<b>692</b>

## CONSEILLERS DU SALARIÉ

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL Titulaire d'un mandat extérieur – Opposabilité – Information de l'employeur – Connaissance du mandat acquise antérieurement – Violation du statut protecteur – Conséquences pécuniaires	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2016 (p. n° 15-12.982)</b> .....	<b>192</b>
Note <b>Bernard Augier</b> , Membre du Conseil supérieur de la prud'homie .....	<b>192</b>

## CONTRAT DE TRAVAIL (voir aussi Statuts particuliers – Détachements)

Doctrines : <b>L'articulation des normes</b> par <b>Michèle Bonnechère</b> , Professeur émérite de l'Université d'Évry, Val d'Essonne .....	<b>66</b>
Doctrines : <b>La création du compte personnel d'activité</b> par <b>Annick Macher</b> , Consultante-Formatrice en Relations sociales.....	<b>123</b>

## DÉFINITION DU RAPPORT SALARIAL

Doctrines : <b>Délégation de pouvoir consentie au salarié et contrat de mandat : quelle articulation dans le domaine des relations de travail ?</b> par <b>Élise Ternynck</b> , Docteure en droit privé, Enseignant-chercheur contractuel, CRDP-Équipe Demogue, Université Lille-2 .....	<b>33</b>
--	-----------

Requalification – Assujettissement au régime général de Sécurité Sociale – Auto-entrepreneur – Présomption d'indépendance (L. 8221-6) – Renversement – Lien de subordination juridique permanente – Faisceau d'indices	
<b>Cour de cassation (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.) 7 juillet 2016 (p. n° 15-16.110) (extrait)</b> .....	<b>52</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>54</b>

Doctrines : <b>La supériorité du contrat de travail en question</b> par <b>Alexandre Fabre</b> , Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai .....	<b>372</b>
--	------------

## EXÉCUTION DU CONTRAT

Obligations de l'employeur – Violation – Indemnisation – 1° Obligation de fournir le travail convenu – Défaute – Salariée tenue à l'écart durablement – Harcèlement – 2° Discrimination – Usage de termes racistes – Violence morale	
<b>Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 6 ) 7 septembre 2016 (extrait)</b> .....	<b>49</b>
Note .....	<b>51</b>
Doctrines : <b>Astreintes : organisation et lieu d'exécution après la loi « Travail » et à la lumière du droit européen</b> par <b>Anja Johansson</b> , Maître de conférences, Institut du travail, DRES UMR 7354, Université de Strasbourg .....	<b>152</b>
Astreintes – Distinction – Salarié n'étant pas à la disposition permanente et immédiate de l'employeur – Caractérisation – Possibilité pour le salarié de vaquer à des occupations personnelles	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 septembre 2016 (p. n° 14-23.714)</b> .....	<b>164</b>

LICENCIEMENT – Inaptitude – Obligation de reclassement – Compétences pour occuper les postes disponibles – Cause réelle et sérieuse (non)	
CONTRAT DE TRAVAIL – Obligation d'adaptation du salarié – Absence de formation – Manquement de l'employeur – Préjudice du salarié	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 (p. n° 15-13.594)</b> .....	<b>314</b>
Note <b>Clément Geiger</b> , Conseiller confédéral DLAJ ....	<b>315</b>

Acte du salarié accompli dans le cadre de son activité professionnelle et sans abus – Obligation de protection de l'employeur (oui) – Prise en charge des frais d'avocat	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 15-13.702)</b> .....	<b>749</b>
Note <b>Michel Henry</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>750</b>

Agent de sécurité – Absence de carte professionnelle – Présentation du récépissé de demande de carte – Possibilité de poursuite de l'activité professionnelle (oui) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse	
<b>Cour d'appel de Versailles (19<sup>ème</sup> ch.) 26 avril 2017</b> .....	<b>756</b>
Note <b>Bernard Coçut</b> , Conseiller prud'hommes .....	<b>759</b>

## CLAUSES SPÉCIALES

Clause de rémunération variable – Document en langue étrangère – Opposabilité du salarié	
<b>Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Chambre 3) 22 novembre 2016 (extraits)</b> .....	<b>412</b>

Note <b>David Métin</b> et <b>Amélie Corneville</b> , Avocats au Barreau de Versailles .....	412
Astreinte – Mise en place par contrat de travail – Illicéité <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2017 (p. n° 15-24.507)</b> .....	683
Note <b>Pierre Dulmet</b> , Avocat au Barreau de Strasbourg .....	683

## MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Doctrine : <b>Accords de préservation de l'emploi, licenciement pour inaptitude et licenciement pour motif économique : étendue du contrôle du juge sur la cause réelle et sérieuse du licenciement</b> par <b>Savine Bernard</b> , Avocate au Barreau de Paris, et <b>Anne Dufour</b> , Conseillère prud'homme, Paris .....	221
--	-----

## SUSPENSION

Maternité – Protection – Période de 4 semaines suivant le congé maternité – Suspension – Cas – Dispense d'activité par l'employeur – Mesure préparatoire à un licenciement (non) <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 (p. n° 15-15.943)</b> .....	187
Note <b>Florelle Moreau</b> , Maître de conférences à l'Université d'Orléans .....	187

## CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE

### CAS DE RECOURS

Chroniques de droit international et européen : <b>Le renfort inattendu de la directive 1999/70 face aux coupes budgétaires des universités espagnoles</b> par <b>Alexandre Charbonneau</b> , Université de Bordeaux, COMPTRESEC UMR 5114 .....	573
Formalisme – Mentions obligatoires – Non-respect – Requalification – 1° Remplacement de salariés absents – Identité des salariés remplacés – Défaut – 2° Surcroît temporaire d'activité <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juin 2017 (p. n° 15-28.599)</b> .....	601
Note .....	602

### REQUALIFICATION

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Référé – Dommage imminent – Contestation de la régularité de CDD – Survenance du terme – Action judiciaire en requalification en cours – Maintien provisoire du contrat ordonné en référé <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-18.560)</b> .....	307
Note .....	308
Action en requalification – 1° Prescription – Point de départ – Prescription quinquennale se substituant à une prescription trentenaire (loi 2013) – Détermination – 2° Ancienneté – Détermination – Premier jour de travail – Absence de contrat écrit – Caractère indifférent <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 avril 2017 (p. n° 15-25.204)</b> .....	559

Note 1 <b>Mireille Poirier</b> , Maître de conférences à l'Université Montesquieu, Bordeaux-IV .....	560
Note 2 <b>Jérémie Jardonnet</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	563

## CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

### NÉGOCIATION

Doctrine : <b>L'articulation des normes</b> par <b>Michèle Bonnechère</b> , Professeur émérite de l'Université d'Évry, Val d'Essonne .....	66
Doctrine : <b>La réforme de la négociation collective</b> par <b>Mathilde Caron</b> , Maître de conférences HDR Droit privé, Université de Lille, membre du LEREDS (CRDP) et <b>Ioannis Kappopoulos</b> , Avocat, Chargé d'enseignements, Université de Lille, membre du LEREDS (CRDP) .....	73
Doctrine : <b>Les accords de préservation ou de développement de l'emploi</b> par <b>François Dumont</b> , Professeur à l'Université de Lille-2, membre du LEREDS (CRDP) et <b>Lisa Poinot</b> , Doctorante à l'Université de Lille-2, membre du LEREDS (CRDP) .....	88
Doctrine : <b>Négociation collective d'entreprise : reprendre la dynamique de conquête des droits</b> par <b>Isabelle Taraud</b> , Avocate au Barreau du Val-de-Marne .....	248

COLLOQUE – INSTITUT DU TRAVAIL DE BORDEAUX  
3 MARS 2017

### L'ACCORD COLLECTIF DE TRAVAIL APRÈS LA LOI *EL KHOMRI*

<b>L'ACCORD COLLECTIF ET LA LOI</b> <b>Le recul de l'ordre public face à l'accord collectif</b> par <b>Florence Canut</b> , Professeur à l'Université de Montpellier .....	342
<b>L'articulation de la loi et de l'accord collectif de travail</b> par <b>Sébastien Tournaux</b> , Professeur à l'Université de Bordeaux – COMPTRESEC UMR CNRS 5114 .....	353
<b>L'ACCORD COLLECTIF ET L'ENTREPRISE</b> <b>Accords de branche et accords d'entreprise. Attention : une réforme peut en cacher une autre !</b> par <b>Christophe Radé</b> , Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux .....	360
<b>Accords collectifs et entreprises à structures complexes</b> par <b>Gilles Auzero</b> , Professeur à l'Université de Bordeaux – Centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (UMR 5114) .....	365
<b>L'ACCORD COLLECTIF ET LE CONTRAT DE TRAVAIL</b> <b>La supériorité du contrat de travail en question</b> par <b>Alexandre Fabre</b> , Professeur à l'Université d'Artois, Faculté de droit de Douai .....	372
<b>SYNTHÈSE</b> <b>L'accord collectif de travail après la loi <i>El Khomri</i></b> par <b>Jean-Pierre Laborde</b> , Professeur émérite de l'Université de Bordeaux, Membre du Centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (UMR CNRS-Université n° 5114) .....	380
Doctrine : <b>Derrière le « pragmatisme » des ordonnances, la perversion des droits fondamentaux au travail</b> par <b>Marie-Laure Morin</b> , Docteur en droit .....	590

PROCÉDURE

Négociation – Déroulement – Loyauté – Preuve – Assurance-chômage – Convention du 14 mai 2014 – Négociations séparées- Existence  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-18.080)** ..... 415  
 Note **Marie-France Bied-Charreton**, Avocate honoraire ..... 419

NIVEAU

Négociation annuelle obligatoire – Salaires – Cadre de négociation – Établissement – Condition – Absence d’opposition d’une organisation syndicale  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2016 (p. n° 14-25.794)** ..... 55  
 Note ..... 56

Document de la FAPT-CGT : **Accord collectif Géopost** ..... 300

Doctrine : **Exit le droit du travail place à la loi de l’entreprise (Réflexions à propos des ordonnances du 22 septembre 2017** par **Philippe Masson**, Collectif « Droits et Libertés » de l’UGICT-CGT ..... 640

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

CONSEIL DE PRUD’HOMMES – Référé – Pouvoirs – Interprétation d’un accord collectif  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2016 (p. n° 14-19.257)** ..... 310  
 Note ..... 310

Respect – Organisation et temps de travail – Audio-visuel – Demande imprévue de dépassement des horaires de travail – Refus du salarié – Sanction disciplinaire – Volonté du salarié de faire respecter tant à son égard qu’à l’égard des autres salariés l’esprit de l’accord d’entreprise – Trouble manifestement illicite – 1° Retrait de la sanction – 2° Action syndicale en justice – Dommages et intérêts  
**Cour d’appel de Versailles (6<sup>e</sup> ch.) 8 novembre 2016** ..... 422  
 Note **Alexandra Soumeire**, Avocate au Barreau de Paris ..... 424

Doctrine : **L’économie générale des « accords de compétitivité » mise sens dessus dessous** par **Josépha Dirringer** et **Ylias Ferkane**, MCF de droit privé . 716  
 ACCORDS DE COMPÉTITIVITÉ Inexécution – Clause prévoyant une indemnisation du montant total des efforts concédés – Clause pénale (oui) – Pouvoir de révision du juge  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-26.9745 à 15-27.008)** ..... 731

**DÉLÉGATION UNIQUE DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)**

HEURES DE DÉLÉGATION – Cumul des heures au titre des différentes attributions – Mutualisation entre les élus – Conditions – Information préalable de l’employeur – Délai

**Conseil d’État (1<sup>ère</sup> ch.) 31 mars 2017 (req. n° 399.957)** ..... 565  
 Note **Thierry Renard**, Avocat au Barreau de Paris ..... 567

**DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)**

Doctrine : **Représentation du personnel : la fusion des instances signe la fin de la concertation dans les entreprises** par **Christophe Baumgarten**, Avocat, **Guillaume Étievant**, Expert auprès des comités d’entreprise, **Amin Ghénim**, Avocat, **Laurent Milet**, Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social (RPDS) et **Fabrice Signoretto**, Formateur-consultant ..... 529

ATTRIBUTIONS

Atteinte à la santé physique et mentale des salariés – Droit d’alerte – Accord d’un salarié (non) – Compétence exclusive du CHSCT (non)  
**Cour d’appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3 ) 14 mars 2017** ..... 427  
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences à l’Université de Lorraine, Institut du travail ..... 428

**DISCRIMINATIONS (voir aussi Égalité professionnelle)**

CONTRAT DE TRAVAIL – Obligations de l’employeur – Violation – Indemnisation – 1° Obligation de fournir le travail convenu – Défaut – Salariée tenue à l’écart durablement – Harcèlement – 2° Discrimination – Usage de termes racistes – Violence morale  
**Cour d’appel de Paris (P. 6 – Ch. 6 ) 7 septembre 2016 (extrait)** ..... 49  
 Note ..... 51

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT EN MATIÈRE D’EMPLOI ET DE TRAVAIL (Directive 2000/78/CE) – Égalité des chances et égalités de traitement entre hommes et femmes en matière d’emploi et de travail (Directive 2006/54/CE) – Égalité professionnelle – Notion d’« accès à l’emploi, aux activités non salariées au travail » – Présentation d’une candidature à un emploi visant à obtenir le statut formel de candidat uniquement afin de demander une indemnisation pour discrimination – Abus de droit  
**Cour de justice de l’Union européenne 28 juillet 2016 (aff. C-423/15)** ..... 194  
 Note **Konstantina Chatzilaou**, Enseignant-chercheur à l’Université de Cergy-Pontoise ..... 195

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE – Égalité de traitement en matière d’emploi et de travail (Directive 2000/78/CE) – Discrimination fondée sur un handicap – Notion d’« incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables » – Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Situation d’incapacité temporaire de travail pour une durée indéterminée – Licenciement  
**Cour de justice de l’Union européenne 1<sup>er</sup> décembre 2016 (aff. C-395/15)** ..... 203  
 Note **Laurène Joly**, Enseignant-chercheur à l’Université de Bordeaux ..... 204

Doctrines : **Neutralité dans l'entreprise ou neutralisation des travailleurs** par **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense ..... 226

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Scrutin visant à mesurer l'audience des syndicats dans les TPE – Recevabilité de candidature – Respect des valeurs républicaines – Discrimination à raison des origines – Preuve non rapportée

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 décembre 2016 (p. n° 16-25.793)** ..... 429  
Note **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite de l'Université d'Évry-Val d'Essonne ..... 431

ESSAI – Rupture – Maternité – Protection dans l'emploi – Discrimination – Trouble manifestement illicite – Réintégration

**Conseil de prud'hommes d'Annonay (Référé – Départage) 17 février 2017** ..... 667  
Note **Yves Rouspard**, UD CGT Ardèche ..... 668

## DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (voir aussi Protection des représentants du personnel)

HEURES DE DÉLÉGATION – Cumul des heures au titre des différentes attributions – Mutualisation entre les élus – Conditions – Information préalable de l'employeur – Délai

**Conseil d'État (1<sup>ère</sup> ch.) 31 mars 2017 (req. n° 399.957)** ..... 565  
Note **Thierry Renard**, Avocat au Barreau de Paris ..... 567

Doctrines : **Lutte contre les fraudes au détachement transnational : quand l'ordre administratif fait primer les droits fondamentaux des travailleurs sur la liberté d'entreprendre** par **Caroline Declair**, Directrice adjointe du travail ..... 633

TRAVAIL ILLÉGAL – Constat d'infractions – Sanctions administratives – Fermeture provisoire de chantiers (deux espèces) – Détachement de travailleurs – Activité réalisée en France de façon habituelle, stable et continue – Inopposabilité du certificat A1 (première espèce) – Référé liberté – Contestation de l'arrêt de chantier (deuxième espèce)

Première espèce : **Conseil d'État (Référé) 21 avril 2016 (n° 398.782)** ..... 637  
Deuxième espèce : **Conseil d'État 22 décembre 2016 (n° 406.202)** ..... 639

## DROIT DISCIPLINAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Respect – Organisation et temps de travail – Audiovisuel – Demande imprévue de dépassement des horaires de travail – Refus du salarié – Sanction disciplinaire – Volonté du salarié de faire respecter tant à son égard qu'à l'égard des autres salariés l'esprit de l'accord d'entreprise – Trouble manifestement illicite – 1<sup>er</sup> Retrait de la sanction – 2<sup>e</sup> Action syndicale en justice – Dommages et intérêts

**Cour d'appel de Versailles (6<sup>e</sup> ch.) 8 novembre 2016** ..... 422  
Note **Alexandra Soumeire**, Avocate au Barreau de Paris ..... 424

## RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Doctrines : **Neutralité dans l'entreprise ou neutralisation des travailleurs** par **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense ..... 226

Surveillance des salariés – Géolocalisation du véhicule – Information préalable du salarié – Affichage d'une note de service – Information suffisante (non) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse

**Conseil de prud'hommes d'Angers 25 juillet 2017** .. 754  
Note **Cassandra Acquier**, Conseillère confédérale DLAJ ..... 755

## DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

Acte du salarié accompli dans le cadre de son activité professionnelle et sans abus – Obligation de protection de l'employeur (oui) – Prise en charge des frais d'avocat

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 15-13.702)** ..... 749  
Note **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris ..... 750

## DROIT SOCIAL GÉNÉRAL

RENCONTRES DU DROIT SOCIAL LEREDS/IST  
– UNIVERSITÉ DE LILLE-2  
18 novembre 2016  
**LA LOI « TRAVAIL »**

### DIALOGUE ET NÉGOCIATION

**L'articulation des normes** par **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite de l'Université d'Évry, Val d'Essonne ..... 66

**La réforme de la négociation collective** par **Mathilde Caron**, Maître de conférences HDR Droit privé, Université de Lille, membre du LEREDS (CRDP) et **Ioannis Kappopoulos**, Avocat, Chargé d'enseignements, Université de Lille, membre du LEREDS (CRDP) ..... 73

### L'EMPLOI

**Sécuriser le licenciement économique** par **Alexandre Barège** et **Jean-Philippe Tricoit**, Maîtres de conférences à l'Université Lille-2, membres du LEREDS (CRDP) ..... 80

**Les accords de préservation ou de développement de l'emploi** par **François Dumont**, Professeur à l'Université de Lille-2, membre du LEREDS (CRDP) et **Lisa Poinot**, Doctorante à l'Université de Lille-2, membre du LEREDS (CRDP) ..... 88

### LA SANTÉ

**Vers un nouveau suivi individuel en santé au travail plus adapté et ciblé** par **Céline CZUBA**, Juriste et doctorante en droit social, ISTNF – CRDP – LEREDS Lille-2 et **Paul Frimat**, Professeur des Universités en médecine du travail – CRDP – LEREDS Lille-2 ..... 97

**La réforme du régime de l'inaptitude suite à la loi du 8 août 2016** par **Franck Héas**, Professeur à l'Université de Nantes, Droit et changement social UMR-CNRS 6297 ..... 103

### LA PERSONNE

**Harcèlement et sexisme dans la loi « Travail » : entre rupture et continuité** par **Céline Leborgne-Ingelaere**, Maître de conférences HDR en droit privé, Université de Lille, CRDP-LEREDS ..... 108

<b>Neutralité, convictions et religion</b> par <b>Bernard Bossu</b> , Professeur à l'Université de Lille-2, Doyen de la Faculté de droit, Directeur du LEREDS (CRDP) .....	112
<b>Le travailleur face au numérique</b> par <b>Henri Guyot</b> , Docteur en droit, <i>of Counsel</i> , brL Avocats .....	119
<b>La création du compte personnel d'activités</b> par <b>Annick Macher</b> , Consultante-formatrice en relations sociales .....	123

Document : <b>Note de lecture « Sans emploi », condition de l'homme post-industriel de Raphaël Logier</b> par <b>Pascal Rennes</b> .....	133
--	-----

Doctrine : <b>L'essor des comptes personnels, marqueurs d'une recomposition du droit du travail</b> par <b>Isabelle Vacarie</b> , Professeur émérite à l'Université de Paris-Nanterre .....	174
---	-----

41<sup>e</sup> COLLOQUE ORGANISÉ

PAR LA COMMISSION DE DROIT SOCIAL DU SAF

3 décembre 2016

## LOI « TRAVAIL » : LA PARER / S'EN EMPARER

## INTRODUCTION

<b>Enjeux et perspectives offerts par l'application des normes constitutionnelles et internationales, au regard de la loi « Travail »</b> , <i>Contrer et construire</i> par <b>Nicolas Moizard</b> , Professeur à l'Institut du travail, Université de Strasbourg, Équipe de droit social, UMR DRES .....	209
--	-----

## DÉFENDONS L'EXIGENCE DE CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE

<b>Dérogation légale à l'obligation de transfert : le garde-fou de la Directive</b> par <b>Savine Bernard</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	217
---	-----

<b>Accords de préservation de l'emploi, licenciement pour inaptitude et licenciement pour motif économique : étendue du contrôle du juge sur la cause réelle et sérieuse du licenciement</b> par <b>Savine Bernard</b> , Avocate au Barreau de Paris, et <b>Anne Dufour</b> , Conseillère prud'homme, Paris .....	221
---	-----

## MOBILISONS LES DROITS FONDAMENTAUX

<b>Neutralité dans l'entreprise ou neutralisation des travailleurs</b> par <b>Cyril Wolmark</b> , Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense .....	226
--	-----

## DÉFENDONS LE DROIT À LA SANTÉ

<b>L'expertiste CHSCT dans la loi du 8 août 2016 (art. 31 du projet de loi <i>El Khomri</i>)</b> par <b>Nicolas Spire</b> , Sociologue du travail .....	233
---	-----

<b>Annexe Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels</b> .....	241
---	-----

<b>Médecine du travail : la sélection au détriment de la prévention</b> par <b>Liliane Boitel</b> , Médecin du travail .....	242
--	-----

<b>Médecine du travail : la sélection au détriment de la prévention</b> par <b>Rachel Saada</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	245
---	-----

## REPRENONS LA DYNAMIQUE DE CONQUÊTE DES DROITS PAR LA NÉGOCIATION

<b>Négociation collective d'entreprise : reprendre la dynamique de conquête des droits</b> par <b>Isabelle Taraud</b> , Avocate au Barreau du Val-de-Marne .....	248
--	-----

Doctrine : <b>La contribution des prêtres-ouvriers à la lutte pour la dignité dans le travail</b> par <b>Michèle Bonnechère</b> , Professeur émérite de l'Université d'Évry, Val d'Essonne .....	273
--	-----

Doctrine : <b>Le recul de l'ordre public face à l'accord collectif</b> par <b>Florence Canut</b> , Professeur à l'Université de Montpellier .....	342
---	-----

Doctrine : <b>L'articulation de la loi et de l'accord collectif de travail</b> par <b>Sébastien Tournaux</b> , Professeur à l'Université de Bordeaux – COMPTRESEC UMR CNRS 5114 .....	353
---	-----

Doctrine : <b>Réforme du droit du travail : en marche arrière</b> par <b>Emmanuel Dockès</b> , Professeur de droit à l'Université Paris-Nanterre, <b>Dominique Méda</b> , Professeure de sociologie à l'Université Paris-Dauphine et <b>Marie-Laure Morin</b> , Directrice de recherche au CNRS, ancienne conseillère à la Cour de cassation ....	385
---	-----

Doctrine : <b>L'efficacité du droit social tributaire de sa connaissance</b> par <b>Yves Saint-Jours</b> , ancien Professeur de droit social à l'Université de Perpignan ....	547
---	-----

Doctrine : <b>Exit le droit du travail place à la loi de l'entreprise (Réflexions à propos des ordonnances du 22 septembre 2017)</b> par <b>Philippe Masson</b> , Collectif « Droits et Libertés » de l'UGICT-CGT .....	640
---	-----

## DROIT SOCIAL EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

Doctrine : <b>Astreintes : organisation et lieu d'exécution après la loi « Travail » et à la lumière du droit européen</b> par <b>Anja Johansson</b> , Maître de conférences, Institut du travail, DRES UMR 7354, Université de Strasbourg .....	152
--	-----

Astreintes – Distinction – Salarié n'étant pas à la disposition permanente et immédiate de l'employeur – Caractérisation – Possibilité pour le salarié de vaquer à des occupations personnelles

<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 septembre 2016 (p. n° 14-23.714)</b> .....	164
--	-----

**Chroniques de droit social international et européen** sous la coordination de **Valérie Lacoste-Mary** et **Jérôme Porta**, Enseignants-chercheurs à l'Université de Bordeaux

<b>I. DISCRIMINATION. ÉGALITÉ DE TRAITEMENT EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE TRAVAIL</b> (Directive 2000/78/CE) – Égalité des chances et égalités de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (Directive 2006/54/CE) – Égalité professionnelle – Notion d'« accès à l'emploi, aux activités non salariées au travail » – Présentation d'une candidature à un emploi visant à obtenir le statut formel de candidat uniquement afin de demander une indemnisation pour discrimination – Abus de droit	
<b>Cour de justice de l'Union européenne 28 juillet 2016 (aff. C-423/15)</b> .....	194

Note <b>Konstantina Chatzilaou</b> , Enseignant-chercheur à l'Université de Cergy-Pontoise .....	195
--	-----

<b>II. CONGÉS. CONGÉS PAYÉS</b> – Réglementation nationale excluant l'indemnité pour congés annuel payé non pris – Directive 2003/88 – Finalité double du droit au congé : repos et loisirs – 1 <sup>o</sup> Mise à la retraite à la demande de l'intéressé – Travailleur n'ayant pas épuisé ses droits au congé annuel payé avant la fin de sa relation de travail – 2 <sup>o</sup> Congé de maladie	
<b>Cour de justice de l'Union européenne 20 juillet 2016 (aff. C-341/15)</b> .....	197

CONGÉS PAYÉS – Condition d'ouverture – Exigence d'une période de travail effectif pendant la période de référence – Périodes assimilées (article L. 3141-5) – Effets – Acquisition des droits, perte des droits acquis et conditions de report – Directive 2003/88/CE – Effet direct vertical – Société commerciale délégataire d'un service public de transport urbain

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2016 (p. n° 15-20.111, PBRI) (extrait) ..... 198**

CONGÉS PAYÉS – Droit au congé – Absence pour maladie – Perte de droit à congés – Incompatibilité avec la directive 2003/88 – Absence de transposition – Manquement de l'État

**Tribunal administratif de Clermont-Ferrand (1<sup>ère</sup> ch.) 6 avril 2016 ..... 199**

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux ..... 200

**III. HANDICAP. ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE** – Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail (Directive 2000/78/CE) – Discrimination fondée sur un handicap – Notion d'« incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables » – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Situation d'incapacité temporaire de travail pour une durée indéterminée – Licenciement

**Cour de justice de l'Union européenne 1<sup>er</sup> décembre 2016 (aff. C-395/15) ..... 203**

Note **Laurène Joly**, Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux ..... 204

Doctrine : **Enjeux et perspectives offerts par l'application des normes constitutionnelles et internationales, au regard de la loi « Travail ». Contrer et construire** par **Nicolas Moizard**, Professeur à l'Institut du travail, Université de Strasbourg, Équipe de droit social, UMR DRES ..... 209

Doctrine : **Dérogation légale à l'obligation de transfert : le garde-fou de la Directive** par **Savine Bernard**, Avocate au Barreau de Paris ..... 217

Doctrine : **Le certificat de détachement est-il devenu un obstacle à la lutte contre le travail dissimulé et le dumping social du fait des entreprises étrangères ? à propos de l'arrêt A-Rosa Flussschiff Gmbh de la CJUE** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... 329

**SÉCURITÉ SOCIALE** – Travailleurs migrants – Législation applicable – Art. 14 §2 Règlement n° 1408/71 – Personnel navigant – Travailleurs détachés dans un autre État membre – Succursale suisse – Certificat E 101 (A1) – Force probatoire

**Cour de justice de l'Union européenne (1<sup>ère</sup> ch.) 27 avril 2017 (extraits) ..... 337**

Doctrine : **Voyage itinérant dans les droits du licenciement – Allemagne, Italie, au pays du GR-PACT** par **Morgan Sweeney**, Maître de conférences, PSL, Paris-Dauphine, CR2D ..... 507

**Chroniques jurisprudentielles de droit social international et européen** sous la responsabilité de **Alexandre Charbonneau, Konstantina Chatzilaou, Valérie Lacoste-Mary, Emmanuelle Lafuma et Jérôme Porta**

**Le renfort inattendu de la directive 1999/70 face aux coupes budgétaires des universités espagnoles** par **Alexandre Charbonneau**, Université de Bordeaux, COMPTRESEC UMR 5114 ..... 573

**Cour de justice de l'Union européenne 9 février 2017 ..... 573**

**Directive transfert et avantages conventionnels : une nouvelle mésaventure du droit collectif allemand face au droit de l'Union** par **Emmanuelle Lafuma**, Université de Paris-13, IRDA ..... 576

**Cour de justice de l'Union européenne 17 avril 2017 ..... 576**

**Le contrôle des licenciements collectifs à l'épreuve du droit de l'Union : remake ou nouvel épisode de la confrontation des finalités économiques et sociales de l'Union ?** par **Jérôme Porta**, Université de Bordeaux, COMPTRESEC UMR 5114 ..... 579

**Cour de justice de l'Union européenne 21 décembre 2016 ..... 579**

Doctrine : **La protection contre les formes modernes de travail indigne en France après la ratification du protocole OIT contre le travail forcé** par **Raphaël Damasso**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine, IFG-Cerit ..... 585

## ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir aussi Discriminations)

**ÉGALITÉ DE TRAITEMENT EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE TRAVAIL** (Directive 2000/78/CE) – Égalité des chances et égalités de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (Directive 2006/54/CE) – Égalité professionnelle – Notion d'« accès à l'emploi, aux activités non salariées au travail » – Présentation d'une candidature à un emploi visant à obtenir le statut formel de candidat uniquement afin de demander une indemnisation pour discrimination – Abus de droit

**Cour de justice de l'Union européenne 28 juillet 2016 (aff. C-423/15) ..... 194**

Note **Konstantina Chatzilaou**, Enseignant-chercheur à l'Université de Cergy-Pontoise ..... 195

Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail (Directive 2000/78/CE) – Discrimination fondée sur un handicap – Notion d'« incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables » – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Situation d'incapacité temporaire de travail pour une durée indéterminée – Licenciement

**Cour de justice de l'Union européenne 1<sup>er</sup> décembre 2016 (aff. C-395/15) ..... 203**

Note **Laurène Joly**, Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux ..... 204

Atteinte au principe *À travail égal, salaire égal* – Engagement unilatéral de l'employeur – Éléments objectifs justifiant la différence de traitement – Disparité du coût de la vie entre des établissements différents – Office du juge

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 (p. n° 15-11.386) ..... 264**

Note **Myriam Castel**, ATER, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse-1 Capitole ..... 265

## ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES (voir aussi Unité économique et sociale)

Procès-verbal des opérations électorales – Signature de tous les membres du bureau – Principe général du droit électoral – Défaut – Irrégularité justifiant à elle seule l'annulation des élections

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 décembre 2016 (p. n° 15-26.096)** ..... 270  
Note ..... 270

Scrutin visant à mesurer l'audience des syndicats dans les TPE – Recevabilité de candidature – Respect des valeurs républicaines – Discrimination à raison des origines – Preuve non rapportée

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 décembre 2016 (p. n° 16-25.793)** ..... 429  
Note **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite de l'Université d'Évry-Val d'Essonne ..... 431

1° Liste commune – Syndicat catégoriel – Répartition des suffrages – Principe de transparence – Absence de répartition des suffrages – Annulation – 2° Procès-verbal électoral – Principe général du droit électoral – Obligation de neutralité de l'employeur – Annulation  
**Tribunal d'instance de Saint-Denis de la Réunion 12 juin 2017** ..... 665  
Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical ..... 667

## EMBAUCHE ET ESSAIS

ESSAI – Rupture – Maternité – Protection dans l'emploi – Discrimination – Trouble manifestement illicite – Réintégration

**Conseil de prud'hommes d'Annonay (Référé – Départage) 17 février 2017** ..... 667  
Note **Yves Rouspard**, UD CGT Ardèche ..... 668

## EMPLOI (voir aussi Licenciement économique)

Doctrine : **Les accords de préservation ou de développement de l'emploi** par **François Dumont**, Professeur à l'Université de Lille-2, membre du LEREDS (CRDP) et **Lisa Poinot**, Doctorante à l'Université de Lille-2, membre du LEREDS (CRDP) ..... 88

Doctrine : **La rupture pour motif économique** par **Laurence Fin-Langer**, Professeur agrégé, Université Caen-Normandie, Institut Demolombe et **Stéphanie Lelong**, Avocate au Barreau d'Alençon ..... 469

Doctrine : **L'économie générale des « accords de compétitivité » mise sens dessus dessous** par **Josépha Dirringer** et **Ylias Ferkane**, MCF de droit privé .... 716  
ACCORDS DE COMPÉTITIVITÉ Inexécution – Clause prévoyant une indemnisation du montant total des efforts concédés – Clause pénale (oui) – Pouvoir de révision du juge  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-26.9745 à 15-27.008)** ..... 731

## EMPLOYEUR – ENTREPRISE - GROUPE (voir aussi Contrat de travail – Définition du rapport salarial)

Doctrine : **Accords collectifs et entreprises à structures complexes** par **Gilles Auzero**, Professeur à l'Université de Bordeaux – Centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (UMR 5114) ..... 365

Obligation de reclassement – Périmètre – Recherche d'un lien de droit entre les sociétés – Caractère indifférent  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> février 2017 (p. n° 15-25.405)** ..... 433  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 433

## ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Compétence – Cause économique du licenciement – Décision d'incompétence au profit du tribunal administratif – Recours – Contredit (non) – Appel (oui)  
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Liquidation judiciaire – Ordonnance du tribunal de commerce – Autorisation des licenciements pour motif économique – Contestation individuelle du licenciement pour motif économique – 1° Compétence administrative (non) – 2° Motif économique – Conseil de prud'hommes (non) – 3° Obligation de reclassement – Conseil de prud'hommes (oui)  
**Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 15 novembre 2016 (n° 16/01.764 à 16/01.770)** ..... 440  
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine ..... 442

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Liquidation judiciaire – Fusion-absorption – Arrêt du concours financier des sociétés-mères à leur filiale commune suivi de la cessation de paiement de celle-ci – Erreur de stratégie fautive – Immixtion dans la gestion, les actionnaires imposant leurs décisions – Rupture de crédits fautive – Employeur privé de moyens de financement du plan de sauvegarde de l'emploi prévu – Préjudice particulier pour les salariés – Responsabilité délictuelle  
**Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 9 – Section 1) 23 février 2017** ..... 617  
Note **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite de l'Université d'Évry-Val d'Essonne ..... 623

## FORMATION PROFESSIONNELLE

Obligation de reclassement – Compétences pour occuper les postes disponibles – Cause réelle et sérieuse (non)  
CONTRAT DE TRAVAIL – Obligation d'adaptation du salarié – Absence de formation – Manquement de l'employeur – Préjudice du salarié  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 (p. n° 15-13.594)** ..... 314  
Note **Clément Geiger**, Conseiller confédéral DLAJ .... 315

Contrôle administratif et financier de l'État sur les actions conduites – Absence de preuve de la réalité des actions – Sanction – Remboursement du tiers-fi-

nanceur – Atteinte aux principes de nécessité, de proportionnalité et d'individualisation des peines (non)	
<b>Décision n° 2016-619 QPC du 16 mars 2017</b> .....	<b>628</b>
Note <b>Pierre-Yves Gahdoun</b> , Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP .....	<b>630</b>

## GRÈVE

### DÉCLENCHEMENT

Services publics de transports terrestres de voyageurs – Démarche de concertation préalable – Absence d'appréciation de la validité par l'employeur – Manquement de l'employeur à ses obligations de négocier – Préjudice du syndicat	
<b>Tribunal de grande instance de Paris (p. 1 – Ch. 4) 7 mars 2017</b> .....	<b>604</b>
Note <b>Karine Thiebault</b> , Avocate au Barreau de Lyon .....	<b>606</b>

### PROTECTION

Réquisition des salariés – Sidérurgie – Atteinte au droit fondamental de faire grève – Condition – Menace pour la sécurité publique – Caractérisation – Absence – Annulation de l'arrêté préfectoral	
<b>Tribunal administratif de Lille (référé) 20 décembre 2016</b> .....	<b>311</b>
Note <b>Caroline Bardoul</b> , Avocate au Barreau de Nantes, Docteur en droit public .....	<b>312</b>
Faits fautifs – Participation personnelle – Appréciation – Sanction disciplinaire – Absence de faute lourde – Contestation sérieuse – Caractère indifférent- Trouble manifestement illicite	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-26.915)</b> .....	<b>603</b>
Note <b>Dominique Holle</b> , Animateur DLAJ, Union départementale CGT Puy-de-Dôme .....	<b>603</b>

## HARCÈLEMENT (voir aussi CHSCT)

### HARCÈLEMENT MORAL

CONTRAT DE TRAVAIL – Obligations de l'employeur – Violation – Indemnisation – 1° Obligation de fournir le travail convenu – Défaut – Salariée tenue à l'écart durablement – Harcèlement – 2° Discrimination – Usage de termes racistes – Violence morale	
<b>Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 6) 7 septembre 2016 (extrait)</b> .....	<b>49</b>
Note .....	<b>51</b>
Doctrine : <b>Harcèlement et sexisme dans la loi « travail » : entre rupture et continuité</b> par <b>Céline Leborgne-Ingelaere</b> , Maître de conférences HDR en droit privé, Université de Lille, CRDP-LEREDS .....	<b>108</b>
Dénonciation par le salarié – Poursuites pour diffamation – Exigences probatoires incompatibles avec le Code du travail (L. 1152-2, L. 4131-1) – Régime spécifique – Connaissance, au moment de la dénonciation, de la fausseté des faits allégués – Mauvaise foi caractérisée – Dénonciation calomnieuse	
<b>Cour de cassation (1<sup>ère</sup> Ch. Civ.) 28 septembre 2016 (p. n° 15-21.823)</b> .....	<b>134</b>

Note 1 <b>Élodie Tuailon-Hibon</b> , Avocate au Barreau de Paris .....	<b>134</b>
Note 2 <b>Michel Henry</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>137</b>

2° HARCÈLEMENT MORAL – Réorganisation ayant intensifié ou détérioré les conditions de travail – Harcèlement moral occasionnel – Absence de prise en compte des incidences sur l'état de santé du personnel	
<b>Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 7 février 2017</b> ...	<b>608</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>616</b>

Dénonciation – Protection du salarié – Bénéfice – Faits dénoncés devant être qualifiés par lui de harcèlement moral (oui)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 septembre 2017 (p. n° 15-23.045)</b> .....	<b>751</b>
Note <b>Jérémie Jardonnet</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	<b>752</b>

### HARCÈLEMENT SEXUEL

1° HARCÈLEMENT SEXUEL – Propos ou comportements à connotation sexuelle répétés – Situation intimidante, hostile ou offensante – Caractérisation – Harcèlement environnemental ou d'ambiance – Provocations et blagues obscènes ou vulgaires	
<b>Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 7 février 2017</b> ...	<b>608</b>
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	<b>616</b>

Caractérisation et preuve – Acte unique – Absence d'exigence de faits répétés – Préjudices	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2017 (p. n° 15-19.300)</b> .....	<b>670</b>
Note <b>Marilyn Baldeck et Laure Ignace</b> , Juristes à l'AVFT .....	<b>671</b>

### INAPTITUDE

Doctrine : <b>La réforme du régime de l'inaptitude suite à la loi du 8 août 2016</b> par <b>Franck Héas</b> , Professeur à l'Université de Nantes, Droit et changement Social UMR-CNRS 6297 .....	<b>103</b>
---	------------

Obligation de reclassement – Compétences pour occuper les postes disponibles – Cause réelle et sérieuse (non)	
CONTRAT DE TRAVAIL – Obligation d'adaptation du salarié – Absence de formation – Manquement de l'employeur – Préjudice du salarié	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 (p. n° 15-13.594)</b> .....	<b>314</b>
Note <b>Clément Geiger</b> , Conseiller confédéral DLAJ ....	<b>315</b>

Inaptitude et invalidité – Obligation de reclassement – Périmètre – Détermination – Réseau de franchise (deux espèces) – Gérant non salarié (deuxième espèce)	
Première espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2016 (p. n° 15-13.849)</b> .....	<b>317</b>
Deuxième espèce : <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 (p. n° 15-22.730)</b> .....	<b>318</b>
Note <b>Claudy Ménard</b> , Formateur syndical .....	<b>318</b>

Doctrine : <b>La rupture du contrat de travail liée à la santé et à la sécurité du salarié</b> par <b>Véronique Mikalef-Toudic</b> , Maître de conférences HDR en droit privé à l'Université de Caen-Normandie et <b>Paul Riandey</b> , Juge départiteur au Conseil de prud'hommes de Caen .....	<b>487</b>
--	------------

LICENCIEMENT – Indemnités légales – Mode de calcul – Arrêt maladie	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2017 (p. n° 15-22.223)</b> .....	675
Note <b>Paul Cao</b> , Avocat au Barreau de Saumur .....	676

## LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX (voir aussi Grève ; voir aussi Discrimination)

Doctrines : <b>Neutralité, convictions et religion</b> par <b>Bernard Bossu</b> , Professeur à l'Université de Lille-2, Doyen de la Faculté de droit, Directeur du LEREDS (CRDP) .....	112
Doctrines : <b>Le travailleur face au numérique</b> par <b>Henri Guyot</b> , Docteur en droit, <i>of Counsel</i> , brL Avocats .....	119
Doctrines : <b>Neutralité dans l'entreprise ou neutralisation des travailleurs</b> par <b>Cyril Wolmark</b> , Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense .....	226
Document du Syndicat de la Magistrature : <b>Intervention policière, dérives, violences et traitement judiciaire : l'urgence d'un débat</b> .....	256
Document de la FAPT-CGT : <b>Accord collectif Géopost</b> .....	300
GRÈVE – Réquisition des salariés – Sidérurgie – Atteinte au droit fondamental de faire grève – Condition – Menace pour la sécurité publique – Caractérisation – Absence – Annulation de l'arrêté préfectoral <b>Tribunal administratif de Lille (référé) 20 décembre 2016</b> .....	311
Note <b>Caroline Bardoul</b> , Avocate au Barreau de Nantes, Docteur en droit public .....	312
Doctrines : <b>Droit du travail et police des étrangers : la Chambre sociale tournerait-elle le dos aux droits fondamentaux ?</b> par <b>Isabelle Meyrat</b> , Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise, LEJEP, et <b>Sophie Misiraca</b> , Avocate au Barreau de Paris, Chargée d'enseignement à l'Université de Cergy-Pontoise .....	393
Travailleur étranger – Situation irrégulière – Conséquences – Dispositions protectrices de l'emploi durant la maternité – Bénéfice (non) <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mars 2017 (p. n° 15-27.928)</b> .....	398
Doctrines : <b>La rupture du contrat de travail pour motifs personnels : les cas particuliers liés à la protection des droits fondamentaux</b> par <b>Harold Brasnu</b> , Juge au Tribunal administratif de Caen et <b>Agnès Cerf-Hollender</b> , Maître de conférences à l'Université de Caen-Normandie .....	477
Document de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) : <b>Avis sur le projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme</b> .....	549
Doctrines : <b>La protection contre les formes modernes de travail indigne en France après la ratifi-</b>	

<b>cation du protocole OIT contre le travail forcé</b> par <b>Raphaël Damasso</b> , Maître de conférences à l'Université de Lorraine, IFG-Cerit .....	585
---	-----

Doctrines : <b>Derrière le « pragmatisme » des ordonnances, la perversion des droits fondamentaux au travail</b> par <b>Marie-Laure Morin</b> , Docteur en droit .....	590
--	-----

GRÈVE – Faits fautifs – Participation personnelle – Appréciation – Sanction disciplinaire – Absence de faute lourde – Contestation sérieuse – Caractère indifférent- Trouble manifestement illicite <b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-26.915)</b> .....	603
Note <b>Dominique Holle</b> , animateur DLAJ, Union départementale CGT Puy-de-Dôme .....	603

Doctrines : <b>Lutte contre les fraudes au détachement transnational : quand l'ordre administratif fait primer les droits fondamentaux des travailleurs sur la liberté d'entreprendre</b> par <b>Caroline Declair</b> , Directrice adjointe du travail .....	633
TRAVAIL ILLÉGAL – Constat d'infractions – Sanctions administratives – Fermeture provisoire de chantiers (deux espèces) – Détachement de travailleurs – Activité réalisée en France de façon habituelle, stable et continue – Inopposabilité du certificat A1 (première espèce) – Référé liberté – Contestation de l'arrêt de chantier (deuxième espèce) Première espèce : <b>Conseil d'État (Référé) 21 avril 2016 (n° 398.782)</b> .....	637
Deuxième espèce : <b>Conseil d'État 22 décembre 2016 (n° 406.202)</b> .....	639

Doctrines : <b>Les risques psychosociaux au travail à l'aune des droits fondamentaux</b> par <b>Ruth Dijoux-Loville</b> , docteur en droit privé .....	707
--	-----

Surveillance des salariés – Géolocalisation du véhicule – Information préalable du salarié – Affichage d'une note de service – Information suffisante (non) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse <b>Conseil de prud'hommes d'Angers 25 juillet 2017</b> ...	754
Note <b>Cassandre Acquier</b> , Conseillère confédérale DLAJ .....	755

## LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE (voir aussi Ruptures du contrat de travail ; voir aussi Emploi)

Doctrines : <b>Sécuriser le licenciement économique</b> par <b>Alexandre Barège</b> et <b>Jean-Philippe Tricoit</b> , Maîtres de conférences à l'Université Lille-2, membres du LEREDS (CRDP) .....	80
---	----

Doctrines : <b>La rupture pour motif économique</b> par <b>Laurence Fin-Langer</b> , Professeur agrégé, Université Caen-Normandie, Institut Demolombe et <b>Stéphanie Lelong</b> , Avocate au Barreau d'Alençon .....	469
---	-----

## MOTIFS

Doctrines : <b>La redéfinition du licenciement économique : une « sécurisation » cosmétique aux enjeux théoriques hasardeux</b> par <b>Raphaël Dalmasso</b> ,	
---	--

Maître de conférences à l'Université de Lorraine, membre du Cerit/IFG ..... 1

Doctrine : **Accords de préservation de l'emploi, licenciement pour inaptitude et licenciement pour motif économique : étendue du contrôle du juge sur la cause réelle et sérieuse du licenciement** par **Savine Bernard**, Avocate au Barreau de Paris, et **Anne Dufour**, Conseillère prud'homme, Paris ..... 221

Doctrine : **Le juge prud'homal face aux motifs économiques du licenciement** par **Franck Petit**, Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse ..... 400

Obligation de reclassement – Périmètre – Recherche d'un lien de droit entre les sociétés – Caractère indifférent **Cour de cassation (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> février 2017 (p. n° 15-25.405)** ..... 433  
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise ..... 433

## LICENCIEMENTS COLLECTIFS

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Compétence – Cause économique du licenciement – Décision d'incompétence au profit du tribunal administratif – Recours – Contredit (non) – Appel (oui)  
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Liquidation judiciaire – Ordonnance du tribunal de commerce – Autorisation des licenciements pour motif économique – Contestation individuelle du licenciement pour motif économique – 1° Compétence administrative (non) – 2° Motif économique – Conseil de prud'hommes (non) – 3° Obligation de reclassement – Conseil de prud'hommes (oui)  
**Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 15 novembre 2016 (n° 16/01.764 à 16/01.770)** ..... 440  
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine ..... 442

Chroniques jurisprudentielles de droit social international et européen : **Le contrôle des licenciements collectifs à l'épreuve du droit de l'Union : remake ou nouvel épisode de la confrontation des finalités économiques et sociales de l'Union ?** par **Jérôme Porta**, Université de Bordeaux, COMPTRESEC UMR 5114 ..... 579  
**Cour de justice de l'Union européenne 21 décembre 2016** ..... 579

Liquidation judiciaire – Fusion-absorption – Arrêt du concours financier des sociétés-mères à leur filiale commune suivi de la cessation de paiement de celle-ci – Erreur de stratégie fautive – Immixtion dans la gestion, les actionnaires imposant leurs décisions – Rupture de crédits fautive – Employeur privé de moyens de financement du plan de sauvegarde de l'emploi prévu – Préjudice particulier pour les salariés – Responsabilité délictuelle  
**Tribunal de grande instance de Bobigny (Ch. 9 – Section 1) 23 février 2017** ..... 617  
Note **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite de l'Université d'Évry-Val d'Essonne ..... 623

Doctrine : **La « rupture conventionnelle collective » : une chimère ?** par **Raphaël Dalmaso**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Membre du Cerit-Institut François Gény ..... 649

## LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir aussi Ruptures du contrat de travail)

COLLOQUE – UNIVERSITÉ CAEN-NORMANDIE  
12 mai 2017  
**LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL**

**Les ruptures amiables** par **Vincent Roulet**, Maître de conférences à l'Université de Tours, Avocat, Cabinet BRL Avocats ..... 449  
**Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié** par **Dominique Mari**, Avocate au Barreau de Caen, **Djamila Medjahed**, Juge départiteur au Conseil de prud'hommes d'Argentan et **Vincent Orif**, Maître de conférences, EA 967, Université de Normandie, Institut Demolombe ..... 456  
**La rupture pour motif économique** par **Laurence Fin-Langer**, Professeur agrégé, Université Caen-Normandie, Institut Demolombe et **Stéphanie Lelong**, Avocate au Barreau d'Alençon ..... 469  
**La rupture du contrat de travail pour motifs personnels : les cas particuliers liés à la protection des droits fondamentaux** par **Harold Brasnu**, Juge au Tribunal administratif de Caen et **Agnès Cerf-Hollender**, Maître de conférences à l'Université de Caen-Normandie ..... 477  
**La rupture du contrat de travail liée à la santé et à la sécurité du salarié** par **Véronique Mikalef-Tou-dic**, Maître de conférences HDR en droit privé à l'Université de Caen-Normandie et **Paul Riandey**, Juge départiteur au Conseil de prud'hommes de Caen ..... 487  
**Les conséquences de la rupture du contrat de travail** par **Sophie Guenier-Lefevre**, Conseillère à la Chambre sociale de la Cour d'appel de Caen, **Marie-Noëlle Rouspide-Katchadourian**, Maître de conférences en droit privé, Université de Caen-Normandie, Membre de l'Institut Demolombe (EA 967), Avocat Fidal ..... 500  
**Voyage itinérant dans les droits du licenciement – Allemagne, Italie, au pays du GR-PACT** par **Morgan Sweeney**, Maître de conférences, PSL, Paris-Dauphine, CR2D ..... 507

## PROCÉDURE

Mandat donné à une personne étrangère à l'entreprise – Cabinet d'expert-comptable – Entretien préalable – Signature de la lettre de rupture – Licéité (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 avril 2017 (p. n° 15-25.204)** ..... 559  
Note 1 **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu, Bordeaux-IV ..... 560  
Note 2 **Jérémy Jardonet**, Avocat au Barreau de Paris ..... 563

## MOTIFS DE LICENCIEMENT

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Caractère disciplinaire – Office du juge – Qualification  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juin 2017 (p. n° 15-28.599)** ..... 601  
Note ..... 602

Agent de sécurité – Absence de carte professionnelle – Présentation du récépissé de demande de carte –

Possibilité de poursuite de l'activité professionnelle (oui) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse  
**Cour d'appel de Versailles (19<sup>ème</sup> ch.) 26 avril 2017 ... 756**  
 Note **Bernard Coçut**, Conseiller prud'hommes ..... 759

## NULLITÉ

Effets – Réintégration – Remplacement du salarié par un prestataire – Obstacle (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 (p. n° 15-15.944) ..... 57**  
 Note **Xavier Médeau**, Avocat au Barreau de Charleville-Mézières ..... 57

Travailleur social – Dénonciation de maltraitance – Lettre anonyme aux autorités de tutelle – Nullité du licenciement pris à titre de rétorsion – Indemnisation  
**Conseil de prud'hommes d'Amiens (Encadrement – Départage) 26 juillet 2016 ..... 138**  
 Note **Mouna Benyoucef**, Avocate au Barreau du Val-de-Marne ..... 141

## MALADIE

Doctrine : **La rupture du contrat de travail liée à la santé et à la sécurité du salarié** par **Véronique Mikalef-Toudic**, Maître de conférences HDR en droit privé à l'Université de Caen-Normandie et **Paul Riandey**, Juge départiteur au Conseil de prud'hommes de Caen ..... 487

## MATERNITÉ

CONTRAT DE TRAVAIL – Maternité – Protection – Période de 4 semaines suivant le congé maternité – Suspension – Cas – Dispense d'activité par l'employeur – Mesure préparatoire à un licenciement (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 (p. n° 15-15.943) ..... 187**  
 Note **Florelle Moreau**, Maître de conférences à l'Université d'Orléans ..... 187

Doctrine : **Droit du travail et police des étrangers : la Chambre sociale tournerait-elle le dos aux droits fondamentaux ?** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise, LEJEP, et **Sophie Misiraca**, Avocate au Barreau de Paris, Chargée d'enseignement à l'Université de Cergy-Pontoise ..... 393

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Travailleur étranger – Situation irrégulière – Conséquences – Dispositions protectrices de l'emploi durant la maternité – Bénéfice (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mars 2017 (p. n° 15-27.928) ..... 398**

## INAPTITUDE

Doctrine : **La réforme du régime de l'inaptitude suite à la loi du 8 août 2016** par **Franck Héas**, Professeur à l'Université de Nantes, Droit et changement Social UMR-CNRS 6297 ..... 103

Obligation de reclassement – Compétences pour occuper les postes disponibles – Cause réelle et sérieuse (non)

CONTRAT DE TRAVAIL – Obligation d'adaptation du salarié – Absence de formation – Manquement de l'employeur – Préjudice du salarié  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 (p. n° 15-13.594) ..... 314**  
 Note **Clément Geiger**, Conseiller confédéral DLAJ .... 315

Inaptitude et invalidité – Obligation de reclassement – Périmètre – Détermination – Réseau de franchise (deux espèces) – Gérant non salarié (deuxième espèce)  
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2016 (p. n° 15-13.849) ..... 317**  
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 (p. n° 15-22.730) ..... 318**  
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical ..... 318

Indemnités légales – Mode de calcul – Arrêt maladie  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2017 (p. n° 15-22.223) ..... 675**  
 Note **Pau Cao**, Avocat au Barreau de Saumur ..... 676

## INDEMNITÉS

Doctrine : **Des principes aux actes : les contradictions d'Emmanuel Macron (Réflexions sur la « barémisation des indemnités prud'homales »** par **Manuela Grévy**, Avocate au Barreau de Paris, et **Patrick Henriot**, Magistrat honoraire ..... 392

Doctrine : **Les conséquences de la rupture du contrat de travail** par **Sophie Guenier-Lefevre**, Conseillère à la Chambre sociale de la Cour d'appel de Caen, **Marie-Noëlle Rouspide-Katchadourian**, Maître de conférences en droit privé, Université de Caen-Normandie, Membre de l'Institut Demolombe (EA 967), Avocat Fidal ..... 500

Cause réelle et sérieuse – Absence – Sanction – Indemnisation – Distinction selon la taille de l'entreprise – Atteinte à un principe constitutionnel – Égalité devant la loi (non) – Liberté d'entreprendre (non)  
**Conseil constitutionnel Décision n° 2016-582 QPC du 13 octobre 2016 ..... 625**  
 Note **Pierre-Yves Gadhdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier - CERCOP ..... 627

Doctrine : **Les procès économiques des Conseils de prud'hommes** par **Thierry Kirat**, Économiste, Directeur de recherche au CNRS, IRISSO-Université Paris-Dauphine/PSL ..... 655

Inaptitude – Indemnités légales – Mode de calcul – Arrêt maladie  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2017 (p. n° 15-22.223) ..... 675**  
 Note **Pau Cao**, Avocat au Barreau de Saumur ..... 676

Doctrine : **L'encadrement de l'indemnisation du licenciement injustifié** par **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université Paris-Nanterre – IRERP ..... 733  
**Annexe ..... 745**

## MÉDECINE DU TRAVAIL

Doctrine : **Vers un nouveau suivi individuel en santé au travail plus adapté et ciblé** par **Céline Czuba**, Juriste et doctorante en droit social, ISTNF – CRDP –

L'EREDS Lille-2 et **Paul Frimat**, Professeur des Universités en médecine du travail – CRDP – L'EREDS Lille-2 ..... 97

Doctrine : **Médecine du travail : la sélection au détriment de la prévention** par **Liliane Boitel**, Médecin du travail ..... 242

Doctrine : **Médecine du travail : la sélection au détriment de la prévention** par **Rachel Saada**, Avocate au Barreau de Paris ..... 245

Doctrine : **Le diable est dans les détails : le recours contre les avis du médecin du travail est-il encore possible ?** par **Michaël Boumendjel**, premier Conseiller au Tribunal administratif de Nantes, ancien Inspecteur et Directeur-adjoint du travail, **Alain Leduc** et **Paul Massamba-Débat**, anciens Inspecteurs et Directeurs-adjoints du travail ..... 534

## PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

### PROCÉDURE

Titulaire d'un mandat extérieur – Opposabilité – Information de l'employeur – Connaissance du mandat acquise antérieurement – Violation du statut protecteur – Conséquences pécuniaires  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 juin 2016 (p. n° 15-12.982)** ..... 192  
Note **Bernard Augier**, Membre du Conseil supérieur de la prud'homie ..... 192

Mandat extérieur – Information de l'employeur – Liquidation judiciaire – Information du liquidateur  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> juin 2017 (p. n° 16-12.221)** ..... 567  
Note **Jean-Julien Perrin**, Maître de conférences associé à l'École de droit de Clermont-Ferrand, Université Clermont-Auvergne, Centre Michel de l'Hospital (EA 4232), Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand ... 568

TRIBUNAUX Compétence – Demande par un représentant du personnel et son syndicat du maintien du mandat après une réorganisation de l'entreprise – Application de l'accord d'entreprise – Compétence du tribunal de grande instance et recevabilité de la demande conjointe de cessation du trouble manifestement illicite (oui) – Pouvoir du Président du tribunal de grande instance d'ordonner en référé la poursuite du mandat (oui) – Exécution immédiate – Réparation intégrale  
**Tribunal de grande instance de Paris (référé) 8 avril 2016 (n° RG 16/52.819)** ..... 759  
Note **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire à l'Université Paris-1 – Panthéon-Sorbonne ..... 761

## REPRÉSENTATION DU PERSONNEL (SA)

Administrateurs salariés de sociétés anonymes – Droit individuel à l'information – Obligation de loyauté – Obligation du président du conseil d'administration – Notion de conflit d'intérêts – Sanctions

**Tribunal de commerce de Paris (Ch. 1 ) 7 février 2017** ..... 677  
Note **Fabrice Février** et **Alain Lévy**, Avocats au Barreau de Paris ..... 680

## RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL (autres que Licenciements)

Doctrine : **Les ruptures amiables** par **Vincent Roulet**, Maître de conférences à l'Université de Tours, Avocat, Cabinet BRL Avocats ..... 449

Doctrine : **Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié** par **Dominique Mari**, Avocate au Barreau de Caen, **Djamila Medjahed**, Juge départiteur au Conseil de prud'hommes d'Argentan et **Vincent Orif**, Maître de conférences, EA 967, Université de Normandie, Institut Demolombe ..... 456

### RUPTURE CONVENTIONNELLE (Loi du 25 juin 2008)

Doctrine : **Rupture conventionnelle : ode aux noyés (Sur l'entretien, la nullité et la preuve)** Cass. Soc. 1<sup>er</sup> décembre 2016, n° 15-21.609 (FS-PBRI) par **Patrice Adam**, Professeur à l'Université de Lorraine ..... 145  
Nullité – Cause – Défaut d'entretien préalable – Charge de la preuve reposant sur le salarié  
**Cour de Cassation (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> décembre 2016 (p. n° 15-21.609) (extrait)** ..... 151

Doctrine : **La « rupture conventionnelle collective » : une chimère ?** par **Raphaël Dalmasso**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Membre du Cerit-Institut François Gény ..... 649

## SALAIRES - RÉMUNÉRATIONS

### MONTANT

CONTRAT DE TRAVAIL – Clause de rémunération variable – Document en langue étrangère – Opposabilité du salarié  
**Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Chambre 3) 22 novembre 2016 (extraits)** ..... 412  
Note **David Métin** et **Amélie Corneville**, Avocats au Barreau de Versailles ..... 412

Notion – Assujettissement à l'assiette des cotisations de Sécurité sociale – Sommes versées aux travailleurs à l'occasion du travail – Contravention au Code de la route commise par un salarié – Prise en charge par l'employeur  
**Cour de cassation (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.) 9 mars 2017 (p. n° 15-27.538)** ..... 436  
Note **Céline Leborgne-Ingelaere**, Maître de conférences HDR en droit privé, Membre du CRDP-LEREDS, Université de Lille ..... 437

### PRIMES ET GRATIFICATIONS

Maintien du salaire en cas d'absences – Congés payés ou maladie – Assiette de calcul de l'indemnité

– Primes conventionnelles présentant un caractère forfaitaire – Nature – Remboursement de frais (oui) – Exclusion de l'assiette (oui)	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2017 (p. n° 15-23.341)</b> .....	320
Note <b>Jérémy Jardonnet</b> , Avocat au Barreau de Paris .....	320

## SANTÉ AU TRAVAIL (voir aussi Hygiène et sécurité ; voir aussi Discrimination ; voir aussi CHSCT)

Doctrine : <b>Vers un nouveau suivi individuel en santé au travail plus adapté et ciblé</b> par <b>Céline Czuba</b> , Juriste et doctorante en droit social, ISTNF – CRDP – L'EREDS Lille-2 et <b>Paul Frimat</b> , Professeur des Universités en médecine du travail – CRDP – L'EREDS Lille-2 .....	97
--	----

Doctrine : <b>Le travailleur face au numérique</b> par <b>Henri Guyot</b> , Docteur en droit, <i>of Counsel</i> , brL Avocats .....	119
---	-----

Document de la CGT : <b>La santé au travail est un concept puissant associant deux notions anthropologiques majeures : le travail et la santé</b> .....	253
---	-----

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Référé – 1° Pouvoirs – Étendue – Exceptions textuelles – Caractère limitatif – 2° Attribution d'une provision – Retenue sur salaire consécutive à l'exercice du droit de retrait – Exposition à l'amiante – Droit d'alerte du CHSCT	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mars 2016 (p. n° 14-25.237 s.)</b> .....	308
Note .....	310

Doctrine : <b>Les impacts du numérique sur l'organisation du travail et les conditions de travail</b> par <b>Guillaume Étievant</b> , Expert auprès des comités d'entreprise .....	387
--	-----

Atteinte à la santé physique et mentale des salariés – Droit d'alerte – Accord d'un salarié (non) – Compétence exclusive du CHSCT (non)	
<b>Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 3) 14 mars 2017</b> .....	427
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du travail .....	428

Doctrine : <b>Le diable est dans les détails : le recours contre les avis du médecin du travail est-il encore possible ?</b> par <b>Michaël Boumendjel</b> , premier Conseiller au Tribunal administratif de Nantes, ancien Inspecteur et Directeur-adjoint du travail, <b>Alain Leduc</b> et <b>Paul Massamba-Débat</b> , anciens Inspecteurs et Directeurs-adjoints du travail .....	534
--	-----

2° HARCÈLEMENT MORAL – Réorganisation ayant intensifié ou détérioré les conditions de travail – Harcèlement moral occasionnel – Absence de prise en compte des incidences sur l'état de santé du personnel	
<b>Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 7 février 2017</b> ..	608
Note <b>Arnaud Mazières</b> , Juriste d'entreprise .....	616

Doctrine : <b>Les risques psychosociaux au travail à l'aune des droits fondamentaux</b> par <b>Ruth Dijoux-Loville</b> , docteur en droit privé .....	707
---	-----

Doctrine : <b>L'avenir radieux du capital : la QVT</b> par <b>Jacques Déchoz</b> , Inspecteur du travail, Docteur en philosophie .....	697
--	-----

## STATUTS PARTICULIERS (voir aussi Entreprises publiques)

### DÉTACHEMENT

Doctrine : <b>Le certificat de détachement est-il devenu un obstacle à la lutte contre le travail dissimulé et le dumping social du fait des entreprises étrangères ? à propos de l'arrêt A-Rosa Flussschiff GmbH de la CJUE</b> par <b>Hervé Guichaoua</b> , Directeur du travail .....	329
--	-----

SÉCURITÉ SOCIALE – Travailleurs migrants – Législation applicable – Art. 14 §2 Règlement n° 1408/71 – Personnel navigant – Travailleurs détachés dans un autre État membre – Succursale suisse – Certificat E 101 (A1) – Force probatoire	
<b>Cour de justice de l'Union européenne (1<sup>ère</sup> ch.) 27 avril 2017 (extraits)</b> .....	337

Doctrine : <b>Lutte contre les fraudes au détachement transnational : quand l'ordre administratif fait primer les droits fondamentaux des travailleurs sur la liberté d'entreprendre</b> par <b>Caroline Declair</b> , Directrice adjointe du travail .....	633
---	-----

TRAVAIL ILLÉGAL – Constat d'infractions – Sanctions administratives – Fermeture provisoire de chantiers (deux espèces) – Détachement de travailleurs – Activité réalisée en France de façon habituelle, stable et continue – Inopposabilité du certificat A1 (première espèce) – Référé liberté – Contestation de l'arrêt de chantier (deuxième espèce)	
Première espèce : <b>Conseil d'État (Référé) 21 avril 2016 (n° 398.782)</b> .....	637
Deuxième espèce : <b>Conseil d'État 22 décembre 2016 (n° 406.202)</b> .....	639

Dépêche aux parquets relative aux conséquences de l'arrêt CJUE <i>Rosa-Flussschiff GmbH</i> sur les effets du certificat de détachement .....	746
---	-----

## SYNDICATS PROFESSIONNELS

REPRÉSENTATIVITÉ – Prérogatives en matière de NAO – Contestation de la représentativité – Condition – Forclusion – Défaut de contestation d'un délégué syndical	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2016 (p. n° 14-25.794)</b> .....	55
Note .....	56

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Négociation – Déroulement – Loyauté – Preuve – Assurance-chômage – Convention du 14 mai 2014 – Négociations séparées- Existence	
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-18.080)</b> .....	415
Note <b>Marie-France Bied-Charreton</b> , Avocate honoraire .....	419

Doctrines : **Derrière le « pragmatisme » des ordonnances, la perversion des droits fondamentaux au travail** par **Marie-Laure Morin**, Docteur en droit ..... **590**

## ACTION EN JUSTICE

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Respect – Organisation et temps de travail – Audiovisuel – Demande imprévue de dépassement des horaires de travail – Refus du salarié – Sanction disciplinaire – Volonté du salarié de faire respecter tant à son égard qu'à l'égard des autres salariés l'esprit de l'accord d'entreprise – Trouble manifestement illicite – 1° Retrait de la sanction – 2° Action syndicale en justice – Dommages et intérêts

**Cour d'appel de Versailles (6<sup>e</sup> ch.) 8 novembre 2016** ..... **422**  
 Note **Alexandra Soumeire**, Avocate au Barreau de Paris ..... **424**

**Prérogatives des unions de syndicats et action devant la justice administrative (Conseil d'État 24 mai 2017, FEC-CGT-FP) – Conclusions de Jean Lessi**, Rapporteur public ..... **539**

1° Intérêt collectif – Limitation de cet intérêt collectif à celui de ses adhérents (no) – 2° Union de syndicats – Application des mêmes règles  
**Conseil d'État (1<sup>ère</sup> et 6<sup>ème</sup> ssr) 4 mai 2017 (req. n° 392.661, 392.676 et 392.678)** ..... **544**

GRÈVE – Services publics de transports terrestres de voyageurs – Démarche de concertation préalable – Absence d'appréciation de la validité par l'employeur – Manquement de l'employeur à ses obligations de négocier – Préjudice du syndicat  
**Tribunal de grande instance de Paris (p. 1 – Ch. 4) 7 mars 2017** ..... **604**  
 Note **Karine Thiebault**, Avocate au Barreau de Lyon ..... **606**

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – 1° Liste commune – Syndicat catégoriel – Répartition des suffrages – Principe de transparence – Absence de répartition des suffrages – Annulation – 2° Processus électoral – Principe général du droit électoral – Obligation de neutralité de l'employeur – Annulation  
**Tribunal d'instance de Saint-Denis de la Réunion 12 juin 2017** ..... **665**  
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical ..... **667**

TRIBUNAUX Compétence – Demande par un représentant du personnel et son syndicat du maintien du mandat après une réorganisation de l'entreprise – Application de l'accord d'entreprise – Compétence du tribunal de grande instance et recevabilité de la demande conjointe de cessation du trouble manifestement illicite (oui) – Pouvoir du Président du tribunal de grande instance d'ordonner en référé la poursuite du mandat (oui) – Exécution immédiate – Réparation intégrale  
**Tribunal de grande instance de Paris (référé) 8 avril 2016 (n° RG 16/52.819)** ..... **759**  
 Note **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire à l'Université Paris-1 – Panthéon-Sorbonne ..... **761**

## DÉLÉGUÉS SYNDICAUX ET REPRÉSENTANTS DE LA SECTION SYNDICALE

REPRÉSENTANT DE LA SECTION SYNDICALE – Désignation – 1° Modalités – Destinataire patronal – Stipulations de l'accord collectif unanime – Représentant de l'employeur au niveau local – Représentant légal de la personne morale – Forclusion (non) – 2° Absence de syndicat affilié dans l'entreprise – Salarié non adhérent – Validité (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 avril 2017 (p. n° 16-60.119)** ..... **571**  
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical ..... **571**

## TEMPS DE TRAVAIL

Doctrines : **On peut toujours faire pire ! (Les forfaits en jours après la loi « Travail »)** par **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT ..... **166**

## TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

Doctrines : **Astreintes : organisation et lieu d'exécution après la loi « Travail » et à la lumière du droit européen** par **Anja Johansson**, Maître de conférences, Institut du travail, DRES UMR 7354, Université de Strasbourg ..... **152**  
 Astreintes – Distinction – Salarié n'étant pas à la disposition permanente et immédiate de l'employeur – Caractérisation – Possibilité pour le salarié de vaquer à des occupations personnelles  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 septembre 2016 (p. n° 14-23.714)** ..... **164**

Astreinte – Mise en place par contrat de travail – Illicéité  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2017 (p. n° 15-24.507)** ..... **683**  
 Note **Pierre Dulmet**, Avocat au Barreau de Strasbourg ..... **683**

## REPOS

Doctrines : **À propos de la loi n° 2014-459 du 9 mai 2014 « permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade »** par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail, Docteur en philosophie ..... **7**

## HEURES SUPPLÉMENTAIRES

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Respect – Organisation et temps de travail – Audiovisuel – Demande imprévue de dépassement des horaires de travail – Refus du salarié – Sanction disciplinaire – Volonté du salarié de faire respecter tant à son égard qu'à l'égard des autres salariés l'esprit de l'accord d'entreprise – Trouble manifestement illicite – 1° Retrait de la sanction – 2° Action syndicale en justice – Dommages et intérêts  
**Cour d'appel de Versailles (6<sup>e</sup> ch.) 8 novembre 2016** ..... **422**  
 Note **Alexandra Soumeire**, Avocate au Barreau de Paris ..... **424**

## AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

TEMPS PARTIEL – Requalification en temps plein – Sommes dues – Exercice d'un autre emploi par le salarié – Caractère indifférent

- Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 (p. n° 15-15.944)** ..... 57  
 Note **Xavier Médeau**, Avocat au Barreau de Charleville-Mézières ..... 57

## TRANSFERT D'ENTREPRISES

Doctrine : **Sécuriser le licenciement économique** par **Alexandre Barège** et **Jean-Philippe Tricoit**, Maîtres de conférences à l'Université Lille-2, membres du LEREDS (CRDP) ..... 80

Doctrine : **Dérogation légale à l'obligation de transfert : le garde-fou de la Directive** par **Savine Bernard**, Avocate au Barreau de Paris ..... 217

Chroniques jurisprudentielles de droit social international et européen : **Directive transfert et avantages conventionnels : une nouvelle mésaventure du droit collectif allemand face au droit de l'Union** par **Emmanuelle Lafuma**, Université de Paris-13, IRDA ..... 576

## TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Doctrine : **Droit du travail et police des étrangers : la Chambre sociale tournerait-elle le dos aux droits fondamentaux ?** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise, LEJEP, et **Sophie Misiraca**, Avocate au Barreau de Paris, Chargée d'enseignement à l'Université de Cergy-Pontoise ..... 393  
 Travailleur étranger – Situation irrégulière – Conséquences – Dispositions protectrices de l'emploi durant la maternité – Bénéfice (non)  
**Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mars 2017 (p. n° 15-27.928)** ..... 398

## TRAVAIL ILLÉGAL

Doctrine : **La protection contre les formes modernes de travail indigne en France après la ratification du protocole OIT contre le travail forcé** par **Raphaël Damasso**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine, IFG-Cerit ..... 585

## TRAVAIL DISSIMULÉ

Non déclaration de salariés – Régularisation des salaires dus – Délivrance des bulletins de paie – Indemnité forfaitaire (L. 8221-5)  
**Conseil de prud'hommes de Paris (Commerce) 29 juin 2016** ..... 324  
 Note **Nathalie Ferré**, Professeur, Université Paris-13, Villetaneuse ..... 325

Doctrine : **Le certificat de détachement est-il devenu un obstacle à la lutte contre le travail dissimulé et le dumping social du fait des entreprises étrangères ? à propos de l'arrêt A-Rosa Flussschiff**

**GmbH de la CJUE** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail ..... 329  
 SÉCURITÉ SOCIALE – Travailleurs migrants – Législation applicable – Art. 14 §2 Règlement n° 1408/71 – Personnel navigant – Travailleurs détachés dans un autre État membre – Succursale suisse – Certificat E 101 (A1) – Force probatoire  
**Cour de justice de l'Union européenne (1<sup>ère</sup> ch.) 27 avril 2017 (extraits)** ..... 337

Dissimulation d'emploi salarié – Recours aux travailleurs indépendants – Auto-entrepreneurs – Contrat de travail – Lien de subordination – Critère du service organisé  
**1) Tribunal de grande instance de Lons-le-Saunier (Ch. correctionnelle) 17 novembre 2015** ..... 685  
**2) Cour d'appel de Besançon (Ch. correctionnelle) 26 janvier 2017** ..... 687  
 Note **Elsa Favre-Picon**, Avocate au Barreau du Jura ..... 687

## SOUS-TRAITANCE

Document : Dépêche aux parquets relative aux conséquences de l'arrêt CJUE Rosa-Flussschiff GmbH sur les effets du certificat de détachement ..... 746

## TRAVAIL TEMPORAIRE

## CAS DE RECOURS

Doctrine : **Mettre un terme au recours abusif à l'intérim nécessite la consultation du comité d'entreprise** par **Romain Marié**, Maître de conférences, Université de Lorraine, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes – UMR CNRS 6028 ..... 128  
 TRAVAIL TEMPORAIRE – Cas de recours – Emplois liés à l'activité normale et permanente – Mode habituel de gestion – 1° Infraction à la législation sur le travail temporaire – 2° Comité d'entreprise – Décision d'interrompre le recours au travail temporaire – Décision affectant de manière importante le volume, la structure des effectifs et les conditions d'emploi – Défaut de consultation – Entrave  
**Cour de cassation (Ch. Crim.) 10 mai 2016** ..... 131

## TRIBUNAUX (voir aussi Conseils de prud'hommes)

Doctrine : **L'appel prud'homal en pleine effervescence** par **Vincent Orif**, Maître de conférences, Université Caen-Normandie, Institut Demolombe, EA 967 ..... 14

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Compétence – Cause économique du licenciement – Décision d'incompétence au profit du tribunal administratif – Recours – Contredit (non) – Appel (oui)  
 ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Liquidation judiciaire – Ordonnance du tribunal de commerce – Autorisation des licenciements pour motif économique – Contestation individuelle du licenciement pour motif économique – 1° Compétence administrative (non) – 2° Motif économique – Conseil de prud'hommes (non) – 3° Obligation de reclassement – Conseil de prud'hommes (oui)

<b>Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 15 novembre 2016 (n° 16/01.764 à 16/01.770)</b> .....	<b>440</b>	Doctrines : <b>Lutte contre les fraudes au détachement transnational : quand l'ordre administratif fait primer les droits fondamentaux des travailleurs sur la liberté d'entreprendre</b> par <b>Caroline Declair</b> , Directrice adjointe du travail .....	<b>633</b>
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine .....	<b>442</b>	TRAVAIL ILLÉGAL – Constat d'infractions – Sanctions administratives – Fermeture provisoire de chantiers (deux espèces) – Détachement de travailleurs – Activité réalisée en France de façon habituelle, stable et continue – Inopposabilité du certificat A1 (première espèce) – Référé liberté – Contestation de l'arrêt de chantier (deuxième espèce)	
<b>PÉREMPTION D'INSTANCE</b> – Appel – Parties ayant conclu – Information du greffe : « dossier à fixer » – Inaction du conseiller de la mise en état pour fixer l'affaire – Inaction des parties pour faire avancer l'instance ou obtenir une fixation – Péremption d'instance (oui)		Première espèce : <b>Conseil d'État (Référé) 21 avril 2016 (n° 398.782)</b> .....	<b>637</b>
<b>Cour de cassation (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.) 16 décembre 2016 (p. n° 05-27.927, P+B+I)</b> .....	<b>444</b>	Deuxième espèce : <b>Conseil d'État 22 décembre 2016 (n° 406.202)</b> .....	<b>639</b>
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine .....	<b>444</b>	Doctrines : <b>L'économie générale des « accords de compétitivité » mise sens dessus dessous</b> par <b>José-pha Dirringer</b> et <b>Ylias Ferkane</b> , MCF de droit privé ..	<b>716</b>
<b>CONSEILLERS PRUD'HOMMES</b> – Exercice du mandat – Retards et absences récurrents et injustifiés – Déchéance (non) – Constat de la démission (oui)		ACCORDS DE COMPÉTITIVITÉ Inexécution – Clause prévoyant une indemnisation du montant total des efforts concédés – Clause pénale (oui) – Pouvoir de révision du juge	
<b>Cour d'appel de Versailles (Ch. 6 ) 7 mars 2017 (n° 16/04.189)</b> .....	<b>515</b>	<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n°s 15-26.9745 à 15-27.008)</b> .....	<b>731</b>
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine .....	<b>516</b>	Doctrines : <b>L'encadrement de l'indemnisation du licenciement injustifié</b> par <b>Cyril Wolmark</b> , Professeur à l'Université Paris-Nanterre – IRERP .....	<b>733</b>
<b>CONSEILLERS PRUD'HOMMES</b> – Demandeur délégué syndical – Conseillers de même appartenance syndicale – Récusation de tout conseiller prud'homme de ce syndicat – Irrecevabilité		<b>Annexe</b> .....	<b>745</b>
<b>Cour d'appel de Besançon (Ch. Soc.) 24 février 2017 (n° 17/00.0180)</b> .....	<b>517</b>	Compétence – Demande par un représentant du personnel et son syndicat du maintien du mandat après une réorganisation de l'entreprise – Application de l'accord d'entreprise – Compétence du tribunal de grande instance et recevabilité de la demande conjointe de cessation du trouble manifestement illicite (oui) – Pouvoir du Président du tribunal de grande instance d'ordonner en référé la poursuite du mandat (oui) – Exécution immédiate – Réparation intégrale	
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine .....	<b>518</b>	<b>Tribunal de grande instance de Paris (référé) 8 avril 2016 (n° RG 16/52.819)</b> .....	<b>759</b>
<b>SUSPICION LÉGITIME</b> – Bureau de jugement – Employeur hôtelier défendeur – Hôtel en travaux jouxtant le CPH – Nuisances sonores – Réclamation du TGI – Renvoi pour cause de suspicion légitime (oui)		Note <b>Marianne Keller Lyon-Caen</b> , Maître de conférences honoraire à l'Université Paris-1 – Panthéon-Sorbonne .....	<b>761</b>
<b>Cour d'appel de Versailles (Ch. 6 ) 20 septembre 2016 (n° 16/03.279)</b> .....	<b>519</b>		
Note <b>Daniel Boulmier</b> , Maître de conférences, Institut régional du travail, Université de Lorraine .....	<b>520</b>		
<b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES</b> – Licenciement pour motif personnel – Caractère disciplinaire – Office du juge – Qualification .01			
<b>Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juin 2017 (p. n° 15-28.599)</b> .....	<b>601</b>		
Note .....	<b>602</b>		

**ASSOCIATION FRANÇAISE DE DROIT DU TRAVAIL  
ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE (AFDT)**

www.afdt-asso.fr

# Table chronologique de la jurisprudence

(Les décisions en italique ont été publiées en extraits)

	DATE	JURIDICTION	NOM DES PARTIES	PAGE
<b>2015</b>				
<b>NOVEMBRE</b>	17/11/2015	TGI Lons-le-Saunier (Ch. Correc.)	Ambulances et Taxis des Quatre Villages .....	<b>685</b>
<b>2016</b>				
<b>MARS</b>	31/03/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	RATP c/ B. et a. (p. n° 14-15.237 s.) .....	<b>308</b>
<b>AVRIL</b>	06/04/2016	TA Clermont-Ferrand (1 <sup>ère</sup> ch.)	.....	<b>199</b>
	08/04/2016	TGI Paris (référé)	M. P. A. et syndicat UGICT-CGT c/ SA BNP Paribas (n° RG/16/52.819) .....	<b>759</b>
	21/04/2016	Conseil d'État (Référé)	Société Goizuetako Estrukturas SL (n° 398.782) .....	<b>637</b>
<b>MAI</b>	10/05/2016	C. Cass. (Ch. Crim.)	Société Cummins Filtration (p. n° 14-85.318) .....	<b>131</b>
<b>JUIN</b>	15/06/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société de télécommunications et automatismes c/ X. (p. n° 14-19.257) .....	<b>310</b>
	22/06/2016	<i>C. Cass. (Ch. Soc.)</i>	<i>Transdev Reims c/ B. (p. n° 15-20.111) .....</i>	<b>198</b>
	29/06/2016	CPH Paris (Commerce)	A. c/ SARL New York Fashion .....	<b>324</b>
	30/06/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Centre hélio-marin c/P. (p. n° 15-12.982) .....	<b>192</b>
<b>JUILLET</b>	07/07/2016	<i>C. Cass. (2<sup>ème</sup> Ch. Civ.)</i>	<i>Formacad c/ Urssaf d'Île-de-France et a. (p. n° 15-16110) .....</i>	<b>52</b>
	12/07/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Spie Batignolles Sud-Est c/ Union locale CGT des 5 <sup>ème</sup> et 9 <sup>ème</sup> arrdts de Lyon et des cantons de Limonest, Vaugneray, Tassin-la-Demi-Lune et Ecully et a. (p. n° 14-25.794) .....	<b>55</b>
	20/07/2016	CJUE	Mascheck c/ Magistratsdirektion der Stadt Wien – Personalstelle Wiener Stadtwerke (aff. C-341/15) .....	<b>197</b>
	26/07/2016	CPH Amiens (Encadr. – Départ.)	O. c/ Autisme Picardie 80 .....	<b>138</b>
	28/07/2016	CJUE	Nils-Johannes Kratzer c/ R + V Allgemeine Versicherung AG (aff. C-423/15) .....	<b>194</b>
<b>SEPTEMBRE</b>	07/09/2016	<i>CA Paris (P. 6 – Ch. 6)</i>	<i>S. et FO Organismes sociaux c/ Altran technologies .....</i>	<b>49</b>
	08/09/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	S. / Société d'exploitation du Cros (p. n° 14-23.714) .....	<b>164</b>
	14/09/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. c/ Clinique du Mont-Louis (p. n° 15-15.944) .....	<b>57</b>
	14/09/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	L. c/ Walt Disney Company France (p. n° 15-15.943) .....	<b>187</b>
	14/09/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sud Renault c/ Société Renault et a. (p. n° 15-11.386) .....	<b>264</b>
	20/09/2016	CA Versailles (Ch. 6)	SAS Sandcastle C Ibis (n° 16/03.279) .....	<b>519</b>
	22/09/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sodichar (E. Leclerc) c/X. (p. n° 15-13.849) .....	<b>317</b>
	28/09/2016	C. Cass. (1 <sup>ère</sup> Ch. Civ.)	J. c/ Société Dupont restauration (p. n° 15-21.823) .....	<b>134</b>
<b>OCTOBRE</b>	05/10/2016	TA Strasbourg (4 <sup>ème</sup> ch.)	Préfet du Haut-Rhin .....	<b>59</b>
	05/10/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Daunat Bourgogne c/ X. (p. n° 15-13.594) .....	<b>314</b>

	05/10/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	F. c/ Distribution Casino France (p. n° 15-22.730) ..... <b>318</b>
	13/10/2016	C. constitutionnel	Société Goodyear Dunlop Tires France SA (n° 2016-582 QPC) ..... <b>625</b>
<b>NOVEMBRE</b>	03/11/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Nestlé Waters Supply Sud c/ Comité d'entreprise NWSS (p. n° 15-19.385) ..... <b>261</b>
	08/11/2016	CA Versailles (6 <sup>e</sup> ch.)	R. et SNRT GGT France Télévision c/ France Télévision-FR3 IdF ..... <b>422</b>
	10/11/2016	TGI Créteil (référé)	Comité d'entreprise de la société Transat France et a. c/ Transat France et a. .... <b>304</b>
	15/11/2016	CA Rouen (Ch. Soc.)	B. et a. c/ SCP Guerin Diesbecq Zolotarenko – Mandataire judiciaire de la Société Eurofoil France (n° 16/01 à 6/01.770) ..... <b>440</b>
	22/11/2017	CA Paris (P. 6 – Ch. 3)	D. c/ SCA Hygiène Products ..... <b>412</b>
<b>DÉCEMBRE</b>	01/12/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Laboratoires Genevrier c/ D. (p. n° 15-21.609) ..... <b>151</b>
	01/12/2016	CJUE	Daouidi (aff. C-395/15) ..... <b>203</b>
	07/12/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat CGT Transpole et a. c/ C. et a. (p. n° 15-26.096) ..... <b>270</b>
	12/12/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	CGT c/ STC (p. n° 16-25.973) ..... <b>428</b>
	16/12/2016	C. Cass. (2 <sup>ème</sup> Ch. Civ.)	Société P21 – Maisons Guillaume c/ X. et a. (p. n° 15-27.917, P+B+) ..... <b>444</b>
	20/12/2016	TA Lille (référé)	Syndicat CGT Arcelor-Mittal Dunkerque ..... <b>311</b>
	22/12/2016	Conseil d'État	Société Sape (n° 406.202) ..... <b>639</b>

## 2017

<b>JANVIER</b>	11/01/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Aubert & Duval c/ Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT (p. n° 15-23.341) ..... <b>320</b>
	26/01/2017	CA Besançon (Ch. Correc.)	Ambulances et Taxis des Quatre Villages ..... <b>687</b>
<b>FÉVRIER</b>	01/02/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	N. c/ Quick Signal (p. n° 15-25.405) ..... <b>433</b>
	07/02/2017	CA Orléans (Ch. Soc.)	Sa La Nouvelle République du Centre-Ouest c. H. Association européenne contre les violences faites aux femmes (AVFT) et Défenseur des droits ..... <b>608</b>
	07/02/2017	T. Commerce Paris (Ch. 1)	V. et a. c/ Société EDF SA et M. Jean-Bernard Lévy, Président-directeur général ..... <b>677</b>
	17/02/2017	CPH Annonay (Référé – Département)	APAJH Ardèche Samsah c/ J. et UD CGT Ardèche ..... <b>667</b>
	23/02/2017	CA Toulouse (Ch. 4 – Sect. 2)	F. c/ SFR Service clients (n° 16/00.862) ..... <b>523</b>
	23/02/2017	TGI Bobigny (Ch. 9 – Section 1)	A et a. c. CGS et a. .... <b>617</b>
	24/02/2017	CA Besançon (Ch. Soc.)	SAS Naja (n° 17/00.0180) ..... <b>517</b>
<b>MARS</b>	07/03/2017	CA Versailles (Ch. 6)	Vice-président du CPH de Rambouillet c/ Z. (n° 16/04.189) ..... <b>515</b>
	07/03/2017	TGI Paris (P. 1 – Ch. 4)	Sud Rail c. SNCF Mobilités ..... <b>604</b>
	08/03/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	X. et a. c/ Caisse générale de Sécurité sociale de la Guyane (p. n° 15-18.560) ..... <b>308</b>
	08/03/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	CGT c/ MEDEF et a. (p. n° 15-18.080) ..... <b>415</b>

	08/03/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	La Poste c/ CHSCT PPDC (p. n° 15-26.956) .....	<b>555</b>
	08/03/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	P et D Union départementale CGT c. SNCF .....	<b>603</b>
	08/03/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Affaire Whirlpool (p. n°s 15-26.975 à 15-27.008) .....	<b>731</b>
	09/03/2017	C. Cass. (2 <sup>ème</sup> Ch. Civ.)	Urssaf du Centre c/ S'Pass Diffusion II (p. n° 15-27.538) ..	<b>436</b>
	14/03/2017	CA Paris (P. 6 – Ch. 3)	Comité Régie d'entreprise RATP c/ D. (n°14/12976) .....	<b>427</b>
	15/03/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	X. c/ Z. (p. n° 15-27.928) .....	<b>398</b>
	16/03/2017	C. constitutionnel	Société Megula Matra Automotive (n° 2016-619 QPC) ...	<b>628</b>
	31/03/2017	Conseil d'État (1 <sup>ère</sup> ch.)	Union syndicale Solidaires (req. n° 399.957) .....	<b>565</b>
<b>AVRIL</b>	06/04/2017	CA Metz (Référé)	Leader Price Sud France c/ K. ....	<b>521</b>
	07/04/2017	C. constitutionnel	Conseil national des barreaux (n° 2017-623 QPC) .....	<b>689</b>
	20/04/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Union syndicale Solidaires c/ RATP (p. n° 16-60.119) ....	<b>571</b>
	26/04/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Y Agricola c/ X. (p. n° 15-25.204) .....	<b>559</b>
	26/04/2017	CA Versailles (19 <sup>e</sup> ch.)	K. c/ Mondial Protection .....	<b>756</b>
	27/04/2017	CJUE (1 <sup>ère</sup> ch.)	A-Rosa Flusschiff GmbH c/ URSSAF d'Alsace et a. ....	<b>337</b>
<b>MAI</b>	17/05/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme C. et AVFT c/ Inter-Association parents et amis des scouts (p. n° 15-19.300) .....	<b>670</b>
	23/05/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	L. c. Société coopérative agricole les Vignerons de Vacqueyras (p. n° 15-22.223) .....	<b>675</b>
	23/05/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	J. c. Neo Security (p. n° 15-24.507) .....	<b>683</b>
	24/05/2017	Conseil d'État (1 <sup>ère</sup> et 6 <sup>ème</sup> ssr)	Fédération des employés et cadres CGT-FO et a. (req. n° 392.661, 392.676 et 392.678 – mentionné aux tables du recueil Lebon) .....	<b>544</b>
	31/05/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Emergence formations c. Jungheinrich France SAS (p. n° 16-16.949 PBRI) .....	<b>693</b>
<b>JUIN</b>	01/06/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	X. c/ Y. (n° 16-12.221) .....	<b>567</b>
	12/06/2017	TI St-Denis de la Réunion	Air Austral c/ UIR-CFDT et a. ....	<b>665</b>
<b>JUILLET</b>	05/07/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. X. c/ Caisse d'Épargne Loire-Drôme-Ardèche (p. n° 15-13.702) .....	<b>749</b>
	25/07/2017	CPH Angers	H. c/ SAS Adiate (n° RG 16/00.453) .....	<b>754</b>
<b>SEPTEMBRE</b>	13/09/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. X. c/ Encyclopaedia Britannica France (p. n° 15- 23.045) .....	<b>751</b>



PRIX DE THÈSE DE LA  
COUR DE CASSATION



## Création du prix de thèse de la Cour de cassation

La Cour de cassation crée un prix de thèse destiné à récompenser un docteur en droit ou en histoire du droit dont les travaux de thèse portent principalement sur l'activité, la jurisprudence, les missions de la Cour de cassation et leurs évolutions.

Le prix de thèse de la Cour de cassation entend également encourager les travaux de recherche qui abordent le rôle de la Cour de cassation en lien avec l'organisation, le fonctionnement, les compétences et les enjeux de l'institution judiciaire.

Ce prix est organisé tous les deux ans et consiste dans la prise en charge de la publication de la thèse par l'éditeur Lextenso.

À titre exceptionnel, le jury peut décider d'attribuer deux prix par concours ou de n'attribuer aucun prix.

Sont éligibles au titre de la session 2018 toutes les thèses entrant dans le champ ci-dessus défini et qui auront été soutenues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2017.

Le jury, présidé par le premier président de la Cour de cassation, est composé de membres de droit et de membres désignés. Parmi les membres de droit figurent le procureur général près la Cour de cassation, le président de chambre, directeur du service de documentation, des études et du rapport, ainsi que le président de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

---

**Date limite de présentation des candidatures : 30 avril 2018**

Le formulaire de candidature et le règlement sont disponibles sur le site Internet de la Cour de cassation à la rubrique « Événements » puis « Relations avec les universités, les écoles et la recherche ».

**Contacts : [prixdethese@courdecassation.fr](mailto:prixdethese@courdecassation.fr)**